

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 492 du 27.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Quelle vision d'avenir réaliste après l'illégitime, amoral et meurtrier passé ?

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Israël attaquerait l'Iran après Décembre.

1-2 Le chef de l'Autorité palestinienne accumule les revers.

1-3 Mahmoud Abbas peine à enrayer son déclin de popularité.

1-4 Ali Abunimah : La faillite d'Obama et la lutte des Palestiniens.

1-5 Nicolas Bárdos-Féltoronyi : Obama Nobel ?

1-6 Nadine Rosa-Rosso : Boycott et résistance : Israël et Afrique du Sud.

1-7 Olivier Kempf : L'inéluctable affaiblissement d'Israël.

1-8 Jeff Gates : Israël tombera-t-il dans cinq ans ?

2 **Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage**

2-1 Abed el-Muhmayn Asus : « Ils ont massacré mes oliviers ».

2-2 Mouedden Mohsin : Bruxelles persiste à soutenir Israël.

Leyla Jad : La Palestine participera à la 35ème session de la conférence de l'UNESCO.

3 Annexe

3-1 Dan Lieberman : Dissident Voice : Déconstruire le discours israélien.

3-2 Mounadil Djazaïri : Arthur Ruppin, le "père de la colonisation sioniste" de la Palestine était Nazi!

3-3 Tom Segev : [La fabrique de l'Histoire : Revisiter Arthur Ruppin.](#)

3-4 Jean Bricmont : Antifascistes, encore un effort... si vous voulez l'être vraiment !

3-5 Chems Eddine Chitour : Le partage du Moyen-Orient.

3-6 Un palestinophile français : C'est lui (Pères) qui le dit.

3-7 Francis Boyle : La dissuasion nucléaire est contraire au droit international.

3-8 Israël plante ses Equipements Militaires High Tech Invasifs en Azerbaïdjan.

3-9 Un Ex du Mossad comme Ambassadeur au Turkmenistan.

Tiré a part

"Quelle vision d'avenir réaliste après l'illégitime, amoral et meurtrier passé ?"

Quoiqu'il en soit de cette résolution fondamentale kafkaïenne et du passé meurtrier inadmissible, même si, après une « mauvaise paix », l'état palestinien totalement souverain - toléré par les pays occidentaux aux ordres du sionisme international - s'étendait de la mythique "ligne verte" (et pas du mur donc ?) jusqu'au Jourdain, est-il sérieusement démontré avec un minimum de précisions, par des économistes compétents (c'est déjà très rare !) et indépendants (sans commentaire), que ce territoire avec peu de surfaces arables, réserve gazière littorale incluse ou non, serait suffisant pour permettre l'autonomie économique, dans le respect plus que souhaitable et durable de l'environnement, de tous les Palestiniens de la planète voulant enfin vivre ou revivre, suite à ce qui resterait une inadmissible injustice éthiquement, sur une partie seulement de la terre de leurs aïeux ? Y compris les Palestiniens dit de 1948 que bien évidemment l'état sioniste « inviteraient fermement » à quitter « l'état de Juifs » et à aller vivre dans « leur pays » ?

Telle est la question que devraient honnêtement se poser celles et ceux qui, tout en affirmant à juste titre qu'ils ont fait beaucoup non pas pour les, mais pour « seulement » des Palestiniens, estiment qu'il faut être réaliste et se résigner à la perdurance d'un état fondamentalement raciste encore sans respect de sa propre déclaration d'indépendance, sans frontières, sans constitution, sans nationalité (israélienne), sans haute Cour de justice indépendante digne de ce nom, sans respect des lois internationales, sans respect des résolutions de l'Onu qui la dérangeant, sans ..., sans ... et encore sans

A chacun de répondre en conscience

Bonne nuit ou bonjour

[Un palestinophile français](#)

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Israël attaquerait l'Iran après Décembre.

Un magazine Français (ndlr. Canard Enchaîné) a rapporté Mercredi qu'Israël effectue des préparations pour mener une attaque militaire contre l'Iran après Décembre.

Selon l'article du Canard Enchaîné cité par la Radio Israël, Jérusalem a déjà commandé des rations de combat de haute qualité auprès d'un fabricant alimentaire Français pour les soldats servant dans des unités d'élite et a également demandé aux réservistes de ces unités qui habitent à l'étranger de retourner en Israël.

Le magazine rapporte plus loin que lors d'une récente visite en France, le Général en chef de l'Israel Defense Forces, Gabi Ashkenazi, a dit à son homologue français, Jean-Louis Georgelin, qu'Israël ne prévoyait pas de bombarder l'Iran, mais pourrait envoyer des troupes d'élite pour mener des activités sur le sol Iranien.

Selon le magazine, ceci pourrait signifier le sabotage des installations nucléaires, mais aussi les assassinats des hauts scientifiques du nucléaire Iranien.

Israël a récemment atténué sa rhétorique contre l'Iran pour ne pas gêner les efforts diplomatiques Américains pour la transparence de l'Iran concernant son programme nucléaire, mais ni Jérusalem ni Washington n'ont jusqu'ici fait de déclaration claire sur le fait que l'option militaire contre l'Iran est écarté.

Israël maintient qu'il a la capacité militaire d'attaquer seul l'Iran si les sanctions contre la Iran se révèlent inefficaces.

Israël accuse l'Iran de chercher à acquérir l'arme nucléaire.

Téhéran maintient que son programme nucléaire est à des fins pacifiques.
ndlr : Le 'Jerusalem Post' n'a pas pu confirmer l'article du 'Canard Enchaîné'.

15/10

Traduction [Alter Info](#)

<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1255547721120&pagename=JPost/JPArticle/ShowFull>

http://www.alterinfo.net/Israel-attaquerait-l-Iran-apres-Decembre_a38027.html

1-2 Le chef de l'Autorité palestinienne accumule les revers.

La réunion du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, qui s'est tenue vendredi 2 octobre à Genève, a tourné à l'avantage d'Israël. S'exprimant au nom des pays arabes, musulmans et africains, le représentant du Pakistan a demandé que le vote sur une résolution reprenant l'essentiel des conclusions du rapport du juge [Richard Goldstone](#) sur la guerre de Gaza (27 décembre 2008-17 janvier 2009) soit reporté à la prochaine session du Conseil, en mars 2010.

Cette décision a été prise après que l'Autorité palestinienne a indiqué, jeudi, qu'elle renonçait à soutenir le projet de résolution.

Le même jour, le premier ministre israélien, [Benyamin Nétanyahou](#), avait lancé un avertissement : "*L'adoption du rapport Goldstone porterait un coup fatal au processus de paix.*"

[Les Etats-Unis](#), échaudés par le sommet tripartite peu fructueux de [New York](#), le 22 septembre, n'ont voulu prendre aucun risque. L'administration américaine a exercé d'intenses pressions sur l'Autorité palestinienne, ainsi que sur les pays européens, pour que le vote sur un texte accusant Israël - mais également le Hamas - de "*crimes de guerre*" et de "*possibles crimes contre l'humanité*" n'ait pas lieu.

Ainsi, quelques jours après avoir de facto entériné le renoncement de Washington à exiger un gel intégral de la colonisation israélienne en Cisjordanie, l'Autorité palestinienne a dû une nouvelle fois s'incliner. Une reculade que son représentant à Genève, [Ibrahim Khreisheh](#), s'est efforcé de présenter comme une pause tactique : "*Le rapport est très technique. Nous voulons donner le temps à toutes les délégations de l'étudier en profondeur. Nous espérons qu'à la prochaine session, certains pays européens auront changé d'attitude.*"

"CAPITULATION INTÉGRALE"

Cette décision risque cependant de choquer profondément la population des territoires occupés. "*L'Autorité palestinienne ne représente plus le peuple palestinien*", affirme ainsi le psychiatre [Eyad Sarraj](#), figure de la société civile de Gaza. "*C'est une capitulation intégrale.*"

Du côté du Hamas, ravi de prendre son rival de Cisjordanie en flagrant délit de faiblesse, le ton est encore moins amène.

"Abou Mazen (nom de guerre de M. Abbas) a torpillé tous les efforts des organisations de défense des droits de l'homme qui espéraient rendre justice aux habitants de Gaza. Quelle meilleure preuve que l'Autorité palestinienne a en fait soutenu la guerre ?", estime [Fawzi Barhoum](#), un porte-parole du mouvement. A Genève, l'embarras des Européens était manifeste. Juliette de Rivero, la représentante de l'ONG [Human Rights Watch](#) (HRW) s'est dit choquée du "*silence et de l'absence de position*" de l'Union européenne (UE). Alors que la France et la Grande-Bretagne n'ont fait aucun commentaire, la Suède, au nom de l'UE, s'est contentée d'évoquer un "*rapport sérieux*", tout en se demandant s'il n'aurait pas "*un impact négatif sur les pourparlers de paix en cours*".

L'adoption d'une résolution aurait ouvert la voie à d'éventuelles poursuites d'officiers et de représentants du gouvernement israélien devant la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. Un vote du Conseil de sécurité de l'ONU pour saisir la CPI était cependant nécessaire. La position américaine le rendait peu probable.

Les Israéliens ont néanmoins insisté sur le fait que le précédent ainsi créé pourrait s'appliquer à toutes les armées engagées dans un conflit. Jeudi, M. Nétanyahou a reporté la création d'une commission d'enquête indépendante sur la guerre de Gaza prônée par le rapport Goldstone. Le gouvernement israélien a décidé d'attendre la conclusion des vingt-trois enquêtes criminelles qui ont été ouvertes à la suite de la guerre de Gaza.

Le rapport du juge Goldstone paraît aujourd'hui avoir été mis sous le boisseau, ce qui n'épuise pas pour autant le débat sur les "*crimes de guerre*" à Gaza. Le gouvernement israélien va intensifier ses efforts pour inciter davantage de pays à se rallier à la position américaine : le rapport Goldstone, avait indiqué le département d'Etat, "*se focalise de manière écrasante sur les actions d'Israël*".

3/10

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/10/03/le-chef-de-l-autorite-palestinienne-accumule-les-revers_1248856_3218.html#ens_id=1228030

1-3 Mahmoud Abbas peine à enrayer son déclin de popularité.

"Je ne me suis pas déplacée pour aller le voir, parce que, contrairement à Arafat, il ne se préoccupe pas du petit peuple. Mais je me serais déplacée pour voir Arafat",

S'efforçant d'enrayer son déclin de popularité parmi les Palestiniens de Cisjordanie, Mahmoud Abbas a effectué mardi une rare incursion hors de son quartier général de Ramallah et s'est rendu à Djénine, pour la première fois depuis qu'il est devenu président, il y a près de cinq ans.

Mahmoud Abbas lors de sa visite à Djénine mardi, la première depuis qu'il est devenu président, il y a près de cinq ans. S'efforçant d'enrayer son déclin de popularité parmi les Palestiniens de Cisjordanie, Mahmoud Abbas a effectué mardi une rare incursion hors de son quartier général de Ramallah avec cette visite à Djénine. (Reuters/Mohamad Torokman)

Conscient de subir une perte de confiance notable, le chef du Fatah a tenté de tordre le cou aux rumeurs colportées par ses rivaux du Hamas voulant qu'il ait encouragé Israël à intervenir l'hiver dernier à Gaza contre le mouvement islamiste.

"Je veux répondre à l'accusation de collusion formulée par ses dirigeants. S'il y avait eu collusion, nous ne les aurions pas prévenus une fois, deux fois, trois fois même de l'imminence de l'agression", a asséné le président palestinien à une foule de quelque 1.500 étudiants.

Certains de ceux-ci ont tenu à immortaliser l'événement en prenant des photos du successeur de Yasser Arafat, un vétéran du mouvement nationaliste qu'ils n'avaient jamais vu auparavant en chair et en os, mais seulement sur des affiches ou bien encore à la télévision.

Puis Abbas a contre-attaqué, assurant que, loin d'être des héros, les chefs du Hamas ont fui l'offensive israélienne de décembre et janvier derniers pour gagner le Sinaï à bord d'ambulances, une accusation démentie aussitôt par le mouvement islamiste qui égale en gravité celle de collaboration avec l'Etat juif.

Il n'y a encore pas si longtemps, Abbas ne se serait pas abaissé à relever une telle insulte, mais, aujourd'hui, il est accablé de critiques lui reprochant d'être désespérément coupé du peuple, de n'être qu'une marionnette entre les mains des Etats-Unis, quand ce n'est pas d'être carrément un traître à la cause palestinienne.

DÉSARROI DANS SON PROPRE CAMP

Pour complaire à Barack Obama, Mahmoud Abbas a consenti le mois dernier à rencontrer sous son égide le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu - un sommet qui a fourni à celui-ci une flatteuse occasion de photo sans pour autant à avoir à concéder au chef de la Maison blanche le gel de la colonisation juive.

Mahmoud Abbas aurait pu s'en remettre, car la plupart des Palestiniens sont conscients qu'il doit tenir compte de la forte pression d'un président américain qui a jeté tout son poids dans la balance pour tenter d'arracher un accord de paix global.

Mais il a accru son impression de faiblesse deux semaines plus tard en consentant, à nouveau sous la pression américaine, à reporter à mars prochain toute action de l'Onu sur le rapport indépendant du juge sud-africain Richard Goldstone mettant en cause le comportement de Tsahal lors du conflit de Gaza.

Le Hamas a immédiatement saisi l'occasion de cette reculade pour accuser Abbas de brader la cause nationale, certains chefs du mouvement allant jusqu'à exiger son jugement pour trahison.

Même au sein du propre camp du président le désarroi était manifeste. Ses collaborateurs se sont démenés pour tenter de réparer ce qu'ils considèrent comme une *"erreur"* qu'il faudra du temps à effacer des mémoires, assurant qu'elle résulte d'un imbroglio diplomatique fondé sur de mauvaises informations.

Durant ses cinq ans de pouvoir, Abbas, qui est âgé de 76 ans, s'est rarement préoccupé des critiques, adoptant une attitude distante et préférant se cantonner à la haute politique, que ce soit à l'étranger ou de son QG de Ramallah.

NI BAIN DE FOULE, NI EFFUSIONS

"C'est la première fois que je vois le président. Je suis très excité. J'espère qu'il se déplacera plus souvent", confie Ahmed Hussein, juché sur une chaise pour pouvoir prendre la photo d'Abbas au-dessus de la forêt de drapeaux palestiniens brandis par les étudiants, qui ont bénéficié d'un jour de congé pour cette visite.

Mais Abbas a peut-être attendu trop longtemps pour changer son comportement. Durant ses années de pouvoir, aucun progrès tangible vers la création d'un Etat palestinien indépendant et une paix juste n'a été accompli.

Pendant son discours, mardi, le rugissement des avions israéliens dans le ciel venait rappeler cette dure réalité.

Au lieu de la paix dont il rêve, le mouvement palestinien a connu le plus profond schisme de son histoire, avec mise en déroute des forces du Fatah par celles du Hamas, qui a consacré en juin 2007 une partition de faite entre la bande de Gaza et la Cisjordanie.

L'impression domine désormais que l'érosion de ses soutiens pourrait bien être irréversible, menaçant d'emporter le Fatah, le mouvement nationaliste historique longtemps incontesté, qui doit maintenant se démener pour reconquérir une population qui s'est tournée vers les héros islamistes intransigeants de la résistance.

Le déplacement d'Abbas à Djénine s'inscrit manifestement dans cette tentative de reconquête des coeurs et des esprits, mais il n'a donné lieu à aucun bain de foule ni effusions.

Abbas était entouré de centaines de gardes du corps et policiers armés. Entre ce dispositif de sécurité impressionnant et les limousines noires roulant à vive allure toutes sirènes hurlantes, le contact avec le peuple a été minimal.

Abbas, de toute façon, n'a jamais été aussi populaire que son charismatique prédécesseur, Yasser Arafat, mort fin 2004.

"Je ne me suis pas déplacée pour aller le voir, parce que, contrairement à Arafat, il ne se préoccupe pas du petit peuple. Mais je me serais déplacée pour voir Arafat", confie une femme derrière la grille de son jardin.

13/10

http://www.lexpress.fr/actualites/2/mahmoud-abbas-peine-a-enrayer-son-declin-de-popularite_794258.html

1-4 Ali Abunimah : La faillite d'Obama et la lutte des Palestiniens.

Il y a une vieille plaisanterie au sujet d'un homme qui cherche longuement quelque chose sous un réverbère.

Finalement, un voisin qui l'observe lui demande ce qu'il cherche.

L'homme répond qu'il a perdu ses clefs.

Le voisin lui demande s'il les a perdues sous le réverbère.

« Non, » répond l'homme, pointant vers l'obscurité, « je les ai perdues là-bas, mais je regarde ici parce qu'ici il y a la lumière ! »

L'attention qui se focalise sur le « processus de paix » est une recherche pareillement futile. Ce n'est pas parce que les politiciens et les médias pointent constamment la lumière sur le processus que c'est là que l'on trouvera les réponses.

La réunion à laquelle participaient le Premier Ministre israélien, Benjamin Netanyahu et le dirigeant du Fatah, Mahmoud Abbas, à l'hôtel Waldorf Astoria de New York, le 22 septembre, a signalé l'échec complet et final de l'effort tellement vanté d'Obama pour concrétiser la solution des deux Etats au conflit Palestine/ Israël.

Bien sûr, toutes les activités traditionnelles associées au « processus de paix » — diplomatie de la navette, réunions, invocations rituelles de « deux Etats vivant côte à côte, » et même « négociations » — se poursuivront peut-être pendant le reste du mandat d'Obama. Mais cette comédie stérile ne déterminera pas l'avenir de la Palestine/Israël. Celui-ci est déjà décidé par d'autres moyens.

Avant d'en venir à cela, rappelons les jours grisants du mois de mai où la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton a présenté la ferme politique de l'administration d'Obama sur la colonisation israélienne de la Cisjordanie : « Nous voulons voir l'arrêt de la construction de colonies — adjonctions, croissance normale, tout type de colonisation - et c'est ce que le Président a réclamé. »

L'envoyé d'Obama, l'ancien sénateur George Mitchell, s'est rendu dans la région une douzaine de fois pour convaincre Israël de geler la colonisation. Chaque proposition qu'il a présentée a été rejetée par les Israéliens. Et afin d'insister sur ce point, le gouvernement israélien a accéléré l'approbation de nouveaux plans majeurs de colonisation. Au lieu de menaces devant une telle intransigeance, Mitchell a simplement atténué les conditions américaines pour prendre en compte les objections israéliennes à tel point qu'il ne reste finalement pas grand-chose des demandes des USA - ou de leur crédibilité.

C'est ainsi que lors de ses remarques à New York, Obama a ramené son appel pour un gel total des constructions à une demande polie invitant simplement Israël « à se retenir » de dévorer plus de terres palestiniennes.

Parlant aux journalistes après la réunion de New York, Mitchell a abandonné la demande d'un gel des colonies et a rendu la reddition des USA officielle. « Nous n'identifions aucune question comme une condition préalable ou un obstacle à la négociation, » a dit Mitchell, ajoutant, « nous ne croyons pas aux conditions préalables. Nous ne les imposons pas et nous invitons d'autres à ne pas les imposer. »

C'est évidemment complètement faux. L'administration Obama, comme l'administration Bush avant elle, continue à boycotter le Hamas (qui a un mandat électoral légitime pour représenter les Palestiniens sous occupation) parce que le Hamas a refusé les conditions préalables unilatérales des USA !

Le lendemain, dans son discours devant l'ONU, Obama a répété l'appel à des négociations sans conditions préalables. Il n'a pas expliqué pourquoi de telles négociations seraient plus fructueuses que les quelque 200 sessions de négociations précédentes qui ont eu lieu entre l'AP et le gouvernement israélien sous la direction d'Ehud Olmert. Obama a peut-être dit à l'ONU que le processus de paix doit « casser les vieux modèles, » mais il ne fait que les répéter.

La réunion de New York a produit encore une autre image d'un Président étasunien persuadant les dirigeants israéliens et palestiniens réticents de se serrer la main, une reprise kitsch et pénible de la célèbre poignée de mains sur la pelouse de la Maison-Blanche en 1993 entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin - avec le Président Clinton comme spectateur - poignée de mains qui a scellé les infortunés Accords d'Oslo.

Mécontente des échecs qu'elle a essuyés jusqu'ici, il semblerait que l'administration Obama en redemande. Elle vise une reprise des « négociations » dans les semaines à venir, qui seraient inaugurées par ce qu'un fonctionnaire US a appelé un « événement de lancement. » Les idées à l'étude, a dit le fonctionnaire anonyme des USA au quotidien israélien Haaretz, incluent « une réunion à Sharm Al-Sheikh en Egypte. »

Que tel soit le niveau de réflexion au sein de l'administration Obama est tout à fait déprimant. J'imagine — comme tant de fois auparavant — une autre réunion dans la station égyptienne à laquelle assisteront tous les suspects habituels : les dirigeants israéliens et palestiniens (excepté naturellement le Hamas), les chefs « modérés » des régimes répressifs clients des USA, comme le Roi Abdallah de Jordanie et le Président égyptien Hosni Mubarak, ainsi que toute la meute des parasites du processus de paix menée par le représentant du quartette, Tony Blair, et le « Haut Représentant » de l'UE, Javier Solana. Nous pouvons nous attendre à d'autres déclarations selon lesquelles il y a une « fenêtre d'opportunité », que c'est la seule option et que le temps commence à manquer.

Comme si ceci n'était pas déjà assez absurde, considérez ce que les USA disent vraiment aux Palestiniens à la suite de l'échec de Mitchell : « Nous, la plus grande superpuissance sur terre, ne pouvons pas convaincre Israël — qui dépend de nous militairement, économiquement et diplomatiquement — de se conformer ne fût ce qu'à un gel provisoire de la colonisation. Mais, vous Palestiniens, qui êtes un peuple dépossédé, occupé, dont les dirigeants ne peuvent pas se déplacer sans un laissez-passer israélien, allez et négociez sur des questions beaucoup plus importantes comme les frontières, les réfugiés, Jérusalem et les colonies, et débrouillez-vous mieux que nous ne l'avons fait. Bonne chance. »

Même en imaginant qu'Israël ait accepté un gel des implantations et que les négociations reprennent, il n'existe aucune chance qu'une solution viable à deux États ou n'importe quelle solution équitable sorte de ces pourparlers. Donc, comme celles qui l'ont précédée, cette administration cherche à substituer un processus et quelques astuces à un réel contenu.

Si le « processus de paix » ne détermine pas les événements, qu'est-ce qui le fait ? La colonisation israélienne -

comme Obama l'a initialement compris - est le principal facteur qui détermine le présent et l'avenir de la Palestine/Israël. Le géographe et ancien adjoint au maire israélien de Jérusalem, Meron Benvenisti, a observé que l'occupation par Israël de la Cisjordanie et la bande de Gaza en 1967 avait effectivement mis fin à la partition de 1948. « Les décennies qui ont suivi la guerre ont prouvé que 1967 n'est pas un accident, mais bien au contraire, une unification, et que la période qui a précédé n'était que temporaire, » a écrit Benvenisti en 2007. Benvenisti considère qu'après 40 ans, « le paradigme occupants/occupés » est trop limité et trompeur pour décrire la réalité d'après 1967. C'est, écrit-il, un anachronisme « qui se cache derrière l'apparence d'une condition temporaire. » Il propose qu'à la place nous appelions la situation en Palestine/Israël, un Etat binational de fait ... parce qu'il décrit la dépendance mutuelle des deux sociétés, par des liens physiques, économiques, symboliques et culturels qui ne peuvent être rompus, sauf à un coût insupportable. »

La répartition de la Palestine changerait seulement la forme du conflit, sans le résoudre. Même si un Etat était donné aux Palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, un ultra-nationaliste et non réformé « état juif » israélien retournerait son agressivité et ses plans de nettoyage ethnique contre ses propres 1,5 million de citoyens palestiniens qui vivent en paix. Et le ministre israélien des affaires étrangères Avigdor Lieberman, a demandé à plusieurs reprises quel était l'intérêt d'une solution de deux-états qui n'ait pas pour résultat un Etat exclusivement juif ?

Les frontières de 1967 peuvent avoir une prépondérance légale et politique, mais elles ne délimitent pas des unités géopolitiques géographiquement compactes, ethniquement homogènes et économiquement indépendantes. Salam Fayyad, Premier Ministre de l'Autorité palestinienne [AP] de Ramallah peut exhiber ses fantasmes au sujet de la création d'un état palestinien « de fait » en Cisjordanie, mais la collaboration étroite entre Israël et l'AP confirme uniquement cette tendance vers le bi-nationalisme — de la mauvaise façon, c'est certain. N'est-il pas ironique que les partisans les plus enthousiastes de cette répugnante collaboration - entre l'armée israélienne d'occupation et les milices de l'AP entraînées par les Etats-Unis - qui a pour but de supprimer la résistance à l'occupation, insistent de concert sur le fait qu'il serait invraisemblable que les Palestiniens et les Israéliens établissent une société commune dans des conditions d'égalité ? Apparemment les Palestiniens et les Israéliens peuvent s'entendre pour consolider l'oppression et l'injustice, mais pour pas les dépasser ! Un deuxième facteur déterminant le présent et le futur est la résistance sous toutes ses formes que la colonisation israélienne continue de produire : le mouvement des Palestiniens en Israël pour la pleine égalité dans un Etat pour tous ses citoyens - l'immuable persévérance des réfugiés qu'Israël ne pas laisse pas rentrer chez eux juste parce qu'ils sont de la mauvaise religion - le refus des Palestiniens dans Gaza de céder face à un blocus paralysant.

Durant le Ramadan, des centaines de milliers de Palestiniens ont jeûné et ont enduré des difficultés incroyables pour briser le cercle d'acier installé par Israël autour de Jérusalem, et pouvoir entrer dans la ville occupée pour les prières du vendredi à la mosquée Al-Aqsa.

Cet esprit de résistance s'exprime par des millions d'actes et refus quotidiens de tous les Palestiniens, mais également par des voies bien dirigées, productrices et organisées telles que les manifestations hebdomadaires contre le mur israélien d'Apartheid en Cisjordanie, ou la campagne internationale en pleine expansion, dirigée par les Palestiniens pour le boycott d'Israël, le désinvestissement et les sanctions (BDS).

Ces formes de résistance et de solidarité organisées changent l'équilibre des forces sur le plan moral et politique et peuvent potentiellement forcer les juifs israéliens à abandonner leur recherche de la purification ethnico-religieuse et de la domination comme l'ont fait les Afrikaners en Afrique du Sud, les Unionistes en Irlande du Nord et les Américains blancs au sud des Etats-Unis. Ils sont secoués par les appels de plus en plus puissants pour que des comptes soient rendus au niveau international, le plus récent étant la demande, dans les recommandations du rapport Goldstone, que les dirigeants israéliens soient poursuivis pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans la bande de Gaza.

La complicité officielle avec les crimes d'Israël — comme la décision ignoble de l'administration d'Obama d'attaquer et vouloir annuler le rapport Goldstone - ne peut que stimuler encore plus le soutien à la campagne BDS. Ces ressources sont comparativement encore faibles face à la force militaire et diplomatique d'Israël, mais leur élan ne cesse d'augmenter et la crainte des dirigeants israéliens confrontés à ce défi est déjà palpable.

Depuis des années, les demandes venant d'intellectuels, de militants pour une étude sérieuse et un débat sur un Etat unique garantissant les droits de tous ceux qui y vivent, ont été ignorés ou ridiculisés par des défenseurs de la solution pourtant en échec de deux-Etats. Mais l'appel de plus en plus puissant pour une vision qui inspire et attire les individus en raison de son universalisme, terrifie les hauts prêtres de la séparation. L'industrie du processus de paix, ses cercles de pensée et ses « experts, » comprennent qu'ils ne peuvent plus monopoliser la discussion. La paix ne sera pas faite à l'hôtel Waldorf Astoria à Manhattan ; elle sera gagnée partout où les gens de conscience seront disposés à se joindre à la lutte pour la libération, la justice et l'égalité pour tous ceux qui vivent en Palestine/Israël.

D'une certaine façon, ce qu'il faut retenir de la réunion de New York, c'est sa totale insignifiance. La vraie lutte pour la justice poursuit son chemin sans y prêter la moindre attention.

Ali Abunimah

Source: [The Electronic Intifada](#)

Traduction de l'anglais : Anne-Marie Goossens & Claude Zurbach07

Octobre 2009 09:30

http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=2310:la-faillite-dobama-et-la-lutte-des-palestiniens&catid=6:articles&Itemid=11

1-5 Nicolas Bárdos-Féltoronyi : Obama Nobel ?

En ce qui concerne Obama, le comité Nobel a apprécié sa rhétorique et pas ses actes ou ses non actes. Certes, ses discours électoraux, ceux du Caire et bien d'autres sont admirables. Mais les discours ne sont pas suivis d'actes ni aux Etats-Unis ni dans le monde ou y sont suivis par peu d'actes. La presse américaine dresse depuis des mois la liste des domaines où Obama échoue! Ce n'est pas le cas de ce côté-ci de l'Atlantique. On peut se demander si les bonnes intentions suffisent pour convaincre ceux qui, en bons atlantistes, sont déjà convaincus par "un autre ton" en Europe. La réponse à cette question est affirmative pour moi. Mais néanmoins que l'on ne me demande pas de devenir naïf!

Depuis son élection, Obama poursuit la guerre contre l'Afghanistan, la Somalie et ailleurs, en annonçant sans cesse de nouveaux renforts ; le «dégagement» de l'Irak, pays détruit par son prédécesseur George W Bush, se fait toujours attendre; la menace d'attaque militaire contre l'Iran est évoqué malgré l'interdiction formelle de telles menaces par la Charte de l'ONU. « Toutes les options restent sur la table » répètent à l'unisson Obama et ses collaborateurs ! Pourtant, la dictature en Arabie Séoudite est bien plus répressive que celle de l'Iran et Israël comme déjà puissance nucléaire constitue un risque bien plus grand pour le monde.

Depuis qu'il est à la Maison-Blanche, Obama n'a même pas été capable de mettre fin à l'une des réalisations les plus répugnantes de l'administration Bush, à savoir la fermeture du centre de torture de Guantanamo, où des centaines d'hommes et parfois d'enfants croupissent depuis des années, non seulement sans avoir été jugés, mais le plus souvent sans même avoir été mis en examen. Ce dossier était le seul pour lequel le candidat Obama avait pris des engagements fermes, mais il ne les a pas tenus. Par ailleurs, il n'est pas question de fermeture d'autres camps tels qu'à Begram près de Kaboul de très mauvaise réputation, en Roumanie, au Pakistan, en Pologne,... et même en Belgique à Kleine Bogel. Sans contrôle quelconque, les détentions illégales, les conditions carcérales détestable, voire les tortures peuvent continuer dans ces camps.

Et ne parlons évidemment pas de la politique de Washington vis-à-vis de son allié Israël. Sous Obama comme sous Bush, les dirigeants israéliens ont poursuivi la politique d'expansion, leur guerre et répressions criminelles contre le peuple palestinien, l'étranglant chaque jour un peu plus, sans que Washington y trouve à redire avec quelques efficacités. L'armée américaine multiplie ses implantations à travers le monde tel que j'ai pu observé en Macédoine, en Géorgie et en Arménie mais aussi en Afrique et en Asie centrale. Cette politique d'expansion est source de conflits futurs.

Selon moi, la palme de l'hypocrisie washingtonienne se trouve probablement dans sa gestion des affaires nucléaires. Chef de la première puissance mondiale dans le nucléaire militaire, et de la seule à avoir utilisé l'arme atomique pour massacrer des populations (à Hiroshima et Nagasaki, au Japon, en août 1945), Obama a intégralement repris l'agenda de ses prédécesseurs : ne pas toucher à son propre arsenal nucléaire et ne surtout rien demander au sujet de l'arsenal israélien. Malgré des engagements formels, pas de désarmement!

Certes, le comité formé par le Parlement de Norvège pour décerner les Prix Nobel de la Paix a déjà fait, au cours de son histoire centenaire, d'autres choix étranges. Une série de bellicistes patentés ont été honorés dans le passé, que ce soit l'Américain Henry Kissinger, ou les Israéliens Menahem Begin, Shimon Peres et Itzakh Rabin. Kissinger s'était distingué dans l'intensification de la guerre contre le peuple vietnamien –qui fit 2 millions de morts- ; Menahem Begin, directement impliqué dans le massacre de Deir Yassin en 1948, dirigeait le gouvernement israélien qui agressa sauvagement le Liban à partir de 1978 ; Shimon Peres et Itzakh Rabin (pour ce dernier, jusqu'à sa mort par assassinat en 1995) eurent aussi de longues et sanglantes carrières. Mais au moins ces hommes, au moment où ils reçurent la récompense, pouvaient-ils sauver la face en exhibant publiquement des traités de paix, ou des semblants de traités de paix : ainsi de Kissinger avec l'arrêt de la guerre du Vietnam (1973), de Begin avec le traité israélo-égyptien (avec l'Egyptien Sadate, 1978) ; et de Peres/Rabin, pour les « accords d'Oslo » (avec Arafat, 1994).

Bien cordialement,

Nicolas Bárdos-Féltoronyi

1-6 Nadine Rosa-Rosso : Boycott et résistance : Israël et Afrique du Sud.

Le boycott d'Israël prend une ampleur jamais vue grâce à la campagne BDS (Boycott, Désinvestissements et Sanctions), portée par des militants du monde entier.

Il s'élargit de jour en jour.

Certains arguments pour le boycott international d'Israël le présentent comme le moyen nouveau et ultime pour faire aboutir les droits du peuple palestinien, tous les autres ayant échoué.

Selon ces pacifistes, le boycott est moyen plus efficace que la résistance armée des Palestiniens. Cette argumentation s'appuie généralement sur le modèle du boycott contre l'apartheid en Afrique du Sud. Dans cette optique, l'abolition de l'apartheid et la libération de Nelson Mandela auraient essentiellement été le résultat du boycott international.

La vérité historique est un peu plus nuancée.

Rappelons d'abord que le boycott d'Israël est un mot d'ordre très ancien.

Dans les années 80, les anti-impérialistes boycottaient de la même façon les pamplemousses de Jaffa ou les avocats de Carmel que les oranges d'Outspan ou les pommes du Cap. Ce qui a rendu aujourd'hui le boycott

d'Israël plus massif et populaire, c'est avant tout le massacre sauvage de la population de Gaza par Tsahal et la résistance acharnée des combattants palestiniens. La victoire de la résistance libanaise de 2006, dirigée par le Hezbollah, avait déjà préparé le changement dans l'opinion internationale.

La lutte pour l'abolition de l'Apartheid en Afrique du Sud peut effectivement servir de référence à la lutte actuelle pour la Palestine, à condition que son histoire soit restituée fidèlement. La place du boycott international dans cette histoire doit être correctement évaluée.

Nelson Mandela a forgé sa réputation internationale en 1963, alors qu'il était l'avocat de douze combattants Sud-Africains emprisonnés, dont lui-même, inculpés de sabotage. Lors de ce procès, il affirma avec force que « *sans violence, aucune voie de permettait au peuple africain de triompher dans sa lutte contre la suprématie des Blancs (...) Nous avons choisi de défier la loi. Tout d'abord, par des moyens qui évitaient tout recours à la violence ; puis, quand cette forme a elle aussi été interdite par la loi, nous avons alors décidé de répondre à la violence par la violence* » (procès de Rivonia).

C'est Mandela, qui trois ans auparavant, a créé la branche armée de l'African National Congress (ANC), l'*Umkhonto We Siswe* (« lance de la Nation »). Quand il est arrêté en 1962, après dix-sept mois de clandestinité, c'est sous l'inculpation de sabotage et de tentative de renversement violent du gouvernement. C'est grâce à sa défense sans compromis de la lutte révolutionnaire de son peuple que Mandela a reçu un large soutien international et qu'il est devenu le plus célèbre prisonnier politique du monde.

Après le massacre de Soweto, en 1976, Nelson Mandela adresse une lettre au peuple sud-africain, dans laquelle il affirme prier avec lui pour les martyrs tout en appelant la jeunesse à s'engager massivement dans la lutte. Suite à cet appel, des milliers de jeunes sud-africains partirent s'entraîner pour la lutte armée au Mozambique et en Angola.

A plusieurs reprises, inquiet de la popularité toujours croissante du prisonnier Nelson Mandela, le gouvernement sud-africain lui proposera sa libération, à condition que Mandela rejette la lutte armée comme arme politique. La réponse de Mandela a toujours été très claire : c'était non.

La jeunesse d'aujourd'hui a le droit de savoir que l'arme du boycott international contre l'apartheid en Afrique du Sud a fonctionné comme un soutien à la lutte révolutionnaire du peuple et de ses organisations nationales. Que le peuple sud-africain a utilisé tous les moyens à sa disposition pour renverser le régime raciste, allié d'Israël, et mis en place par la colonisation. Et que c'est cette lutte de masse, y compris la lutte armée, qui a permis au boycott international de fonctionner comme un puissant levier de solidarité mondiale.

La jeunesse d'aujourd'hui a le droit de savoir que le résistant Mandela, chrétien d'abord pacifiste puis organisateur de la lutte armée et allié des communistes, a été un des premiers combattants à recevoir le titre honorable de « terroriste ». Son organisation, l'ANC, dont il était membre depuis 1943, a été mise hors-la-loi en 1960 par le gouvernement sud-africain. Condamné en 1964 pour terrorisme, l'administration Bush ne le retirera de sa « Terror watch list » qu'en juillet 2008 !

La jeunesse d'aujourd'hui a le droit de savoir qu'au nom de cette lutte contre le terrorisme, le gouvernement sud-africain, tout comme le gouvernement israélien aujourd'hui, a non seulement emprisonné des centaines de combattants mais également commandité l'assassinat ciblé, par des escadrons de la mort, de dizaines de responsables politiques du mouvement de libération sud-africain.

Tout comme le massacre de Gaza et la résistance armée de l'hiver 2008-2009, c'est le massacre de Soweto et le développement de la lutte de masse qui s'ensuivit, en 1976, qui a donné son ampleur internationale au mouvement de boycott, dont les premières sanctions avaient commencé dès la fin des années soixante.

La liquidation de l'apartheid en Afrique du Sud a ainsi été le résultat d'une combinaison constante entre tous les moyens de lutte sur le terrain et la solidarité internationale, dont le boycott fut le point culminant.

Le boycott du sionisme existe depuis sa mise en œuvre par la Ligue arabe en ... 1945 ! Et depuis 1948, c'est avant tout la résistance acharnée du peuple palestinien, par tous les moyens dont il dispose, qui tient en échec le colonialisme et les guerres permanentes du sionisme. Et c'est parce que le peuple palestinien continue de résister que nous devons développer de toutes nos forces le mouvement de boycott d'Israël qui commence enfin à prendre l'ampleur nécessaire.

Le boycott n'est pas une alternative à la résistance, c'est un soutien à la résistance. Et pour que ce soutien soit complet et cohérent, il doit comprendre l'appel à retirer le Hamas, le FPLP et toutes les organisations palestiniennes de résistance des listes d'organisations terroristes, avec autant de passion que nous avons chanté et crié pendant des années « Free Nelson Mandela ».

Nadine Rosa-Rosso

www.reconniseresistance.net

1-7 Olivier Kempf : L'inéluctable affaiblissement d'Israël.

A bien y regarder, la tendance la plus stupéfiante au Proche-Orient tient à l'inéluctable affaiblissement d'Israël.

En effet :

1/ Militairement, l'échec de 2006 face au Hezbollah a démontré que dans certaines conditions, Tsahal était prenable, comme on dit au rugby : un jour de match, tout peut arriver et les hiérarchies peuvent être bousculées. Parier sur une répétition de l'aventure serait aventureux : à tout le moins a-t-on constaté que cette fois-là, Israël avait perdu.

2/ L'opération de Gaza, l'hiver dernier, n'a pas été des plus probantes : Israël n'a pas perdu, chacun en convient : a-t-il pour autant gagné ? je ne parle même pas du prestige écorné, mais juste des relations profondément

dégradée avec l'Égypte, d'autant plus raidie qu'on assiste à la fin de règne d'Hosni Moubarak : la succession paraît lourde de risques d'abord intérieurs, mais aussi envers le voisin du nord.

3/ L'arrivée de B. Obama est une autre manifestation de cet affaiblissement. Certes, le nouveau président n'a pas réussi à obtenir le gel des colonisations. A tout le moins démontre-t-il peu d'enthousiasme pour la direction israélienne.

4/ On a évoqué, déjà, le rafraîchissement des relations avec la Turquie, alors que ce pays constituait le principal point d'appui des dernières années.

5/ La Syrie, dans le même temps, se fabrique une nouvelle vertu et redevient fréquentable par les Occidentaux, tant vis-à-vis du Liban qu'à propos de l'Irak. On ne parle plus des négociations sur le Golan : est-ce parce que la Turquie ne joue plus les entremetteurs ? parce qu'au fond, Damas calcule que le fruit tombera plus tard, de façon plus avantageuse ?

6/ La Jordanie demeure constante dans son 'soutien' à Israël, obéissant en cela à sa ligne politique du profil bas qu'elle suit depuis cinquante ans. S'agit-il pour autant d'un appui solide ?

7/ Les pays arabes marquent leur défiance, de manière de plus en plus appuyée : ne viennent-ils pas d'inventer un moyen de levier économique, refusant tout armement occidental qui incorporerait des technologies militaires israéliennes ? il n'y a pas mieux pour saper la BITD israélienne, source de sa puissance régionale.

8/ Enfin, malgré toutes les menaces, roulements d'épaules, gros yeux, retenez-moi ou je fais un malheur, tu vas voir à la récré, Israël n'a pas réussi, si peu que ce fût, à ralentir la progression du programme nucléaire iranien.

9/ Certes, il y a une sorte de renforcement réciproque des extrêmes et une alliance objective entre Nétanyahou et Ahmadinedjad, que j'ai déjà évoquée. Mais évidemment, cette politique est à courte vue. Car elle renvoie au système politique israélien. En effet, constater l'épuisement stratégique israélien ne signifie pas pour autant que les ressorts de sa puissance ont disparu : Israël demeure inexpugnable, car il a l'arme nucléaire, et surtout une arme opérable en deuxième frappe. La question n'est pas existentielle : elle est seulement stratégique : quelle meilleure façon d'atteindre des objectifs politiques ? et puisque l'on pose cette question, quels sont ces objectifs politiques ?

10/ Or, le choix politique qui a été fait depuis les élections montre déjà ses limites malgré la popularité de Netanyahou : le radicalisme d'un Liebermann n'est plus tenable : la contradiction entre une politique extérieure impossible et une politique intérieure caricaturale apparaît de plus en plus patente. Mais la tension extérieure servait la tension intérieure. L'épuisement de la tension extérieure provoquera des changements intérieurs.

11/ Pourquoi un épuisement extérieur ? parce qu'il faut bien se rendre à l'évidence : Tel Aviv devra accepter, un jour ou l'autre, la possibilité d'un Iran nucléaire, ou au seuil. Le calcul stratégique va s'en trouver profondément modifié. Surtout si l'on admet que l'arme nucléaire n'est pas offensive, et que par conséquent l'Iran n'est pas une menace. Toutefois, l'Iran constitue un risque.

12/ Là est au fond le principal ressort de l'évolution en cours : l'affaiblissement d'Israël est un fait. Mais il est relatif. Israël doit donc admettre qu'il n'aura plus de sécurité absolue (même si l'arme nucléaire procure une sécurité essentielle) (voir également le discours de Martin Van Creveld). Israël doit aboutir au même constat stratégique que les Américains à l'issue du 11 septembre : il ne peut y avoir de sécurité absolue de l'un qu'aux dépens de l'insécurité stratégique absolue de tous les autres. Cet objectif est inatteignable. Il faut accepter une part de faiblesse. Et cette part de faiblesse suppose de transiger – donc d'admettre l'autre, à défaut de l'aimer.

Référence : Il faut absolument lire « comment fut inventé le peuple juif » de Shlomo Sand: un livre indispensable.

Olivier Kempf

21/10

<http://www.monde-diplomatique.fr/2008/08/SAND/16205>

*<http://www.egeablog.net/dotclear/index.php?>

<http://www.toutsaufsarkozy.com:80/cc/article04/EkVyEuykulwrzryllh.shtml>

1-8 Jeff Gates : Israël tombera-t-il dans cinq ans ?

Le point focal pour la paix au Moyen-Orient ne doit pas être ces nations qui n'ont pas d'armes nucléaires, mais la seule nation qui les a. Sans pression extérieure, le comportement d'Israël ne changera pas. Sans pression – et vraisemblablement sans la force – exercée par les USA comme étant la nation qui a depuis longtemps permis ce comportement, le sionisme colonial continuera à représenter une menace pour la paix. On ne connaît pas de puissances occupantes qui aient renoncé volontairement aux terres qu'elles occupaient. De même pour leur volonté d'abandonner l'armement nucléaire.

“Les soussignés adoptent donc ce moyen pour présenter publiquement quelques faits saillants concernant Begin et son parti, et exhortent toutes les parties concernées à ne pas soutenir sa dernière manifestation du fascisme.”

Albert Einstein, lettre au *New York Times*, 4 décembre 1948.

Des articles en ligne sur une étude de l'Agence centrale du Renseignement américain (CIA) ont jeté des doutes sur la survie d'Israël au-delà des deux prochaines décennies. Indépendamment de la validité de l'étude, avec ce qu'on sait maintenant sur les coûts en sang et en dollars que la relation US-israélienne a imposé aux Etats-Unis, son allié-clef, Israël pourrait tomber dans les cinq ans.

Depuis plus de soixante ans, le soutien américain à Israël s'est appuyé sur la capacité des pro-Israéliens à dominer les médias US, permettant à Tel-Aviv de présenter sous un jour positif sa conduite, même la plus extrême, dont son récent massacre à Gaza. Avec l'accès à la couverture en ligne des informations, ce parti-pris sioniste devient évident et la réalité des faits réels transparente.

Bien que les Américains aient rarement montré un grand intérêt pour les affaires étrangères, ceci aussi est en train de changer. Alors que peu d'entre eux saisissent les subtilités d'une solution à Un Etat contre celle à Deux Etats, beaucoup ont vu sur Internet l'impact de l'attaque israélienne meurtrière sur les civils palestiniens, programmée entre Noël et l'investiture de Barack Obama.

Les responsables de la Commission du 11/9 ont reconnu que ses membres n'autoriseraient pas de témoignage sur l'impulsion de cette attaque. Pourtant, le rapport confirme que la motivation essentielle fut la relation US-israélienne. Avec l'accès aux informations en ligne, davantage d'Américains se demandent pourquoi ils sont obligés de soutenir un gouvernement d'apartheid colonial.

Avec l'élection d'un nouveau gouvernement israélien extrémiste, dirigé par un autre pilier du parti de droite Likoud, il est clair que Tel-Aviv a l'intention d'empêcher la paix en continuant à construire davantage de colonies. Campant sur cette position, Israël n'a pas seulement poussé Obama dans une impasse, mais il a aussi obligé la sécurité nationale US à une question stratégique majeure : Israël est-il un partenaire crédible pour la paix ?

Selon tous les critères, la réponse est un retentissant « **NON** ».

Cette conclusion inéluctable ne laisse que peu d'options aux Américains.

Après tout, les USA sont largement responsables de la légitimité accordée à cette enclave extrémiste en mai 1948, lorsqu'Harry Truman, président sioniste-chrétien, l'a reconnue comme Etat-nation. Il l'a fait au milieu de vives objections du Secrétaire d'Etat George Marshall, des chefs d'Etat-major, de la CIA naissante et de la majeure partie du corps diplomatique américain.

En décembre 1948, un contingent d'éminents scientifiques et d'intellectuels juifs a averti, dans le [New-York Times](#), que ceux qui s'efforçaient d'établir un Etat juif portaient « *la marque indubitable d'un parti fasciste* ». Albert Einstein a rejoint les Juifs concernés qui mettaient en garde des Américains « *de ne pas soutenir cette dernière manifestation du fascisme* ».

C'est seulement au cours de ces dernières semaines qu'un élan a émergé pour soumettre Israël aux mêmes pressions extérieures qui ont été exercées contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. Après plus de soixante ans d'un comportement cohérent – et des preuves claires d'une non-intention de changement -, des militants se sont coalisés autour de la nécessité de boycotter les exportations israéliennes, de désinvestir des entreprises israéliennes et d'imposer des sanctions contre Israël identiques à celles qu'il cherche contre d'autres.

Le point focal pour la paix au Moyen-Orient ne doit pas être ces nations qui n'ont pas d'armes nucléaires, mais la seule nation qui les a. Sans pression extérieure, le comportement d'Israël ne changera pas. Sans pression – et vraisemblablement sans la force – exercée par les USA comme étant la nation qui a depuis longtemps permis ce comportement, le sionisme colonial continuera à représenter une menace pour la paix. On ne connaît pas de puissances occupantes qui aient renoncé volontairement aux terres qu'elles occupaient. De même pour leur volonté d'abandonner l'armement nucléaire.

Le problème clé ne doit plus être un sujet de débat interminable. Il faut adopter la solution à Un Etat conforme aux principes démocratiques de pleine égalité.

Les Américains informés ne sont plus disposés à donner leur soutien à un Etat théocratique au sein duquel la pleine citoyenneté est limitée à ceux qui sont considérés comme « juifs » (quelle qu'en soit le sens). Si les taux de natalité locaux suggèrent la fin de l'« Etat juif », alors ainsi soit-il. Pourquoi attendre deux décennies quand ce cauchemar peut se terminer dans moins de cinq ans ?

Oubliez un retour aux frontières d'avant 1967 ; revenez plutôt aux frontières d'avant 1948. Désignez Jérusalem comme ville internationale sous protection de l'ONU et déployez-y une force multinationale de maintien de la paix. Les Palestiniens auraient ainsi leur droit au retour, y compris la possibilité de recouvrer les propriétés d'où ils ont fui pendant l'attaque des terroristes juifs. Si les sionistes colonisateurs (c'est-à-dire les colons) veulent des indemnités pour « leurs » biens, qu'ils les cherchent auprès de la diaspora qui a encouragé leur occupation illégale.

Ceux qui se considèrent comme « juifs » peuvent rester dans le cadre d'une démocratie inclusive. Ou ils peuvent partir. Les Américains doivent se demander combien de ces extrémistes ils veulent accueillir dans une nation déjà en difficulté sous le poids de l'immigration. Il y aurait 500.000 israéliens détenteurs de passeports américains.

Avec plus de 300.000 double-nationaux résidant dans la seule Californie, cet Etat pourrait demander un référendum sur le nombre de sionistes qu'il souhaite accueillir. De même pour la Russie, d'où beaucoup de Juifs ont fui, y compris les quelques 300.000 russes émigrés qui soutiennent le parti Likoud mais n'ont pas encore été certifiés en tant que juifs.

A l'origine, les sionistes considéraient l'Argentine et l'Ouganda comme lieux possibles pour établir leur entreprise. Ils pourraient souhaiter demander à s'y installer. La question de pourquoi les Palestiniens (ou les Californiens) devraient supporter le coût d'un problème créé par l'Europe il y a soixante ans est une question à laquelle Tel Aviv doit encore répondre, sans se référer aux anciennes revendications sur lesquelles elle insiste, à savoir une préséance sur deux millénaires de présence palestinienne.

En retirant à Israël son statut d'« Etat » légitime, ces Juifs consternés depuis longtemps par le comportement de l'enclave extrémiste ne peuvent plus être désignés comme coupables par association. Ce changement, attendu depuis longtemps, bénéficierait certainement à la communauté juive en général. En fermant le programme d'armement nucléaire d'Israël et en détruisant son arsenal nucléaire, le monde s'épargnerait le moteur principal qui dirige maintenant une course aux armements nucléaires dans la région.

A moins que les pro-Israël créent une autre crise incluant l'invasion de l'Iran (ou une course à la guerre), les Américains se rendront bientôt compte qu'un seul « Etat » avait les moyens, la motivation, l'opportunité et les services secrets stables nécessaires à la mise en place des renseignements qui ont conduit les Etats-Unis à

envahir l'Irak, tout ceci en cohérence avec les objectifs expansionnistes du sionisme colonial. Le renseignement faisant maintenant son chemin vers la transparence confirmera bientôt que, sauf pour les sionistes au sein du gouvernement US, le 11 septembre aurait pu être empêché et la guerre en Irak évitée. A ce jour, l'extrémisme sioniste a pu s'épanouir grâce à une série de présidents américains faibles. Pour que les Etats-Unis rétablissent leur crédibilité, il faut non seulement qu'ils s'efforcent de fermer l'entreprise sioniste, mais aussi qu'ils partagent la responsabilité de son comportement jusqu'à aujourd'hui.

Jeff Gates

05 Octobre 2009

Jeff Gates est auteur, avocat, banquier d'investissement, éducateur et consultant auprès du gouvernement, de dirigeants d'entreprises et de syndicats reconnu dans le monde entier.

Son dernier livre est "Guilt By Association—How Deception and Self-Deceit Took America to War" (2008).

Ouvrages précédents : "Democracy at Risk: Rescuing Main Street From Wall Street" et "The Ownership Solution: Toward a Shared Capitalism for the 21st Century".

Il a été pendant vingt ans Conseiller auprès de décideurs politiques du monde entier.

Conseiller juridique du Comité des Finances du Sénat américain de 1980 à 1987.

http://www.alterinfo.net/Israel-tombera-t-il-dans-cinq-ans_a37567.html

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage2-1 Abed el-Muhmayn Asus : « Ils ont massacré mes oliviers ».

Quelques jours avant le début de la récolte des olives, les arbres gisent à terre, leurs branches chargées de fruits presque mûrs, dans un champs situé en contrebas de Yitzhar, une colonie juive ultra-orthodoxe réputée comme l'une des plus extrémistes de Cisjordanie. « Ils ont massacré mes oliviers », se lamente Abed el-Muhmayn Asus, qui habite Burin, village palestinien proche de Yitzhar, en montrant ses arbres amputés - certains vieux de plusieurs décennies.

La semaine dernière, près d'une centaine de ses oliviers ont été détruits par les colons de Yitzhar, dont les toits sont visibles sur la ligne de crête qui surplombe son champ.

C'est la quatrième fois qu'ils s'en prennent à ses arbres. Parmi l'enchevêtrement de branches brisées, des troncs calcinés et des boutures d'arbres témoignent des destructions précédentes. « Cette fois-ci, c'est la pire de toutes. Ils ont tailladé sauvagement les troncs verticalement pour qu'il n'y ait aucune chance que je puisse sauver les arbres », explique Abed. Il y a le manque à gagner - 20 000 shekels (3 650 euros) - liés à la vente des olives, mais aussi le dommage de la destruction des arbres, « inestimable », précise l'agriculteur : « Chaque olivier vaut plusieurs milliers de dollars. Leur destruction me ramène plus de dix ans en arrière. »

La récolte des olives, traditionnellement festive dans les Territoires, est, depuis la deuxième Intifada, l'occasion d'incidents avec les colons qui tentent d'intimider les agriculteurs. Cette année, les Palestiniens disent s'attendre au pire en raison des pressions des Etats-Unis, réclamant un gel total de la colonisation, ce qui a exacerbé l'hostilité des Israéliens implantés en Cisjordanie.

La situation est particulièrement tendue autour de Yitzhar, qui est régulièrement le théâtre d'affrontements entre colons, Palestiniens et forces de sécurité israéliennes. Quatre avant-postes de la colonie sont sur la liste des implantations illégales que le gouvernement israélien a promis à Washington de démanteler.

Les habitants de Yitzhar, qui accusent les Palestiniens de tenter de brûler leurs champs et leurs maisons, assurent ne pas avoir entendu parler de l'affaire. « Je ne suis au courant d'aucun incident de ce genre mais si ces oliviers ont effectivement été détruits, cela ne m'étonnerait pas que cela soit l'œuvre des Palestiniens eux-mêmes ou d'anarchistes [militants des organisations internationales de défense des droits des Palestiniens, ndlr], qui se livrent souvent à ce genre de provocation », estime le porte-parole de l'implantation, Yigal Amitai.

Il y a un mois environ, explique Mohammed Zaban, plus gros propriétaire terrien de Burin, 200 de ses oliviers ont été aspergés d'insecticides, rendant incommestibles les olives. « Cela fait plusieurs années qu'ils s'en prennent à nos arbres, mais depuis quelques mois, tous les moyens sont bons : ils déracinent, brûlent, lacèrent, utilisent des insecticides », explique Mohammed. Et d'ajouter : « La pression des Etats-Unis ne fait que renforcer l'agressivité des colons à notre égard et sur le terrain, rien ne change, Israël continue d'investir des millions dans les colonies. »

En raison des heurts incessants, les Palestiniens ne peuvent accéder à leurs terres proches de Yitzhar qu'en se coordonnant au préalable avec les autorités israéliennes, qu'ils accusent de complaisance à l'égard des colons. « Quand j'ai rapporté ce qui s'est passé, l'officier israélien responsable m'a demandé pourquoi j'étais en colère, que ce genre d'incident arrive tout le temps », relate Abed. Puis, désabusé : « Je n'ai pas porté plainte, ça ne sert à rien. Et ce qui est sûr, c'est que ça ne me rendra pas mes oliviers. »

(Par Delphine Matthieussent : de Libération - Envoyée spéciale à Burin

06 octobre 2009

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article940>

2-2 Mouedden Mohsin : Bruxelles persiste à soutenir Israël.

Après la visite de collaboration du bourgmestre Thielemans à Tel- Aviv, Bruxelles soutient à nouveau Israël en organisant une mission économique dans l'Etat coupable de crimes contre l'humanité. Jusqu'à quand durera l'honteuse complaisance de nos politiciens?

Une conférence aura lieu le 23 octobre prochain avec Ilan Pappé et Samia Botmeh pour faire le point sur le boycott d'Israël (voir infos ci-dessous). Investig'Action.

Nous venons d'apprendre que la Région Bruxelles-Capitale organiserait en collaboration avec des entreprises belges, une mission économique à Tel-Aviv en Israël entre le 6 et le 10 décembre 2009 (voir [ici](#) les détails de la mission).

Pourtant, les trois partis actuellement au pouvoir, à savoir le PS, le CDH et Ecolo tenaient un discours autre avant les élections régionales et notamment lors de la soirée organisée juste après le massacre de Gaza par le Mouvement Citoyen Palestine.

Ce jour-là, la main sur le cœur, les représentants, Isabelle Durant (Ecolo), Philippe Moureaux (PS) et Joëlle Milquet (CDH) trouvaient les mots justes (devant une assistance digne et furieuse), pour condamner une agression militaire inqualifiable qui fit plus de 1400 morts, dont une majorité de civils.

Comme lors de l'apartheid par l'Afrique du Sud, nous pensions que les partis démocratiques avaient compris la leçon et avaient comme valeurs : la justice, le respect du droit international, le respect de la vie humaine.

Nous sommes au regret de constater qu'en lieu et place de ces valeurs, nous avons droit à ceci : collaboration, cynisme, hypocrisie et soutien à une politique criminelle par diverses missions culturelles, politiques et économiques.

Pour le malheur des Palestiniens, Israël n'est pas l'Afrique du Sud. C'est l'enfant chéri de l'Europe et des Occidentaux en particulier qui quoi qu'il ait fait l'excuseront d'une façon ou d'une autre. Pour beaucoup, Israël, malgré ses « excès », traduisez crime contre l'humanité, reste pour l'Occident, un état modèle, démocratique, respectueux des valeurs humaines et peut-être ou sûrement, le plus important dans un monde fragmenté, un allié inconditionnel contre la « menace » islamique...

Que la Belgique et les partis politiques belges qui ont surfé sur l'émotion collective ne s'étonnent pas d'un radicalisme exacerbé de plus en plus grande de la jeunesse bruxelloise ulcérés par des pratiques au mieux collaborationnistes.

Que l'on ne s'étonne plus du rejet d'une politique dite classique qui depuis trop longtemps a des senteurs nauséabondes. Que l'on ne s'étonne plus de la voir s'exiler vers des partis radicaux ou en émergence...

C'est véritablement l'échec de l'intégration des partis traditionnels à des valeurs nobles. Il y a un mépris profond de la vie de l'arabe et du musulman, un déni de droit pour les colonisés et une façon très hautaine, cynique et ethnocentriste de monnayer ses « valeurs » en tenant un triple discours : économique, politique et "humaniste"...

Ainsi, j'estime que nous n'avons pas de valeurs communes à partager avec certains partis démocratiques. Ce serait faire injure à notre citoyenneté et à notre dignité d'être humain que d'avaliser des valeurs communes instrumentalisés, ressassés et qui en fin de compte ne sont que : fric, sang, collaboration et cynisme.

N'attendez pas dès lors de cette jeunesse bruxelloise en rupture et stigmatisé qu'elle adopte "vos" valeurs, car ces dernières sont de rouge sang ! Pour ma part, un jeune délinquant a bien plus de mérite et a droit à bien plus de respect, qu'un ministre, un politique ou des partis qui font leur fric sur le sang des enfants et des populations civiles... Il n'y a pas photo !

Passez ce choc, il serait utile de savoir exactement qui a initié cette sordide mission économique. Si c'est le gouvernement régional, dans ce cas, les trois partis précités portent une responsabilité écrasante ou n'est-ce que le Ministre CDH qui s'occupe actuellement des affaires économiques ? A nous d'enquêter.

A côté de cela, comment interpréter une fois de plus, le silence de « nos élus » ? De ces « élus » arabes, musulmans qui trop souvent flirtent avec l'émotion et sont absents de la scène politique et de débats qui font sens. Bien évidemment, certains diront comme lors de notre enquête sur Gaza qui m'a valu d'être « remercié » illico de la radio « socialiste » Al Manar sans que les pontes ne disent mot, que c'est "un communautarisme inadmissible" ou une "stigmatisation outrancière"...Dormez bon peuple, nos élus veillent !

Ceux qui, nombreux, partis politiques et élus allochtones, la main sur le cœur, nous promirent que cette fois-ci, la collaboration ne passera plus avec un état violant allégrement toutes les résolutions des Nations Unies, le droit international, la Cour de la Haye, avec des crimes de guerres (et crime contre l'humanité ?) avéré selon le dernier rapport des Nations Unis du rapporteur, Goldstone. Ce dernier comme nous pouvions nous y attendre a été violemment vilipendé par Israël, en étant traité d'antisémite, alors que lui-même est juif.

Après les fleurs offert par le bourgmestre de la ville de Bruxelles à Tel-Aviv qui n'arrivèrent jamais (panne d'avion ?!), voici que notre gouvernement se hasarde à une collaboration des plus indignes...

Mesdames, Messieurs les politiques, nous attendons vos explications dans toutes les langues et sommes une fois de plus toute ouïe...

Mouedden Mohsin

14 Octobre 2009

http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=2330:bruxelles-persiste-a-soutenir-israel&catid=6:articles&Itemid=11

Leyla Jad : La Palestine participera à la 35ème session de la conférence de l'UNESCO.

La 35ème session de la conférence générale de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) se déroulera à Paris du 6 au 23 octobre 2009. Une grande délégation palestinienne y participera :

* Riyad Al-Maliki (ministre des Affaires étrangères) * Lamis Al-Alami (ministre de l'Éducation et de l'Enseignement) * Yahya Yakhluif (chef du Conseil suprême pour l'Education et la Culture), * Ismail Tallawy (secrétaire général du Comité national palestinien pour l'éducation, la culture et les sciences) * Hamdan Taha (sous-secrétaire adjoint du ministère du Tourisme et des Antiquités) * Musa Abu Gharbya (sous-secrétaire adjoint du ministère de la Culture) * Fadi al-Husseini (directeur du Bureau du ministre des Affaires étrangères). Al-Maliki adressera un discours à la conférence le 9 octobre, en soulevant des questions concernant la Palestine et la ville de Jérusalem.

La Conférence devra déterminer l'orientation et la ligne de conduite générale de l'Organisation, notamment à travers l'examen et l'adoption du programme et du budget biennal.

Ismail Tallawy (secrétaire général du Comité national pour l'éducation, la culture et les sciences) a déclaré que « la Conférence se déroulera alors que se poursuivent les attaques des colons – sous la protection des autorités d'occupation israéliennes – contre la Mosquée Al-Aqsa et les fidèles de Jérusalem. Les fouilles archéologiques israéliennes sous la Mosquée Al-Aqsa continuent également, en provoquant des risques d'effondrement et destruction ».

« A Jérusalem se poursuivent les actions de pillage, les expulsions et les démolitions injustifiées, dans le but d'isoler la ville sainte du monde arabe et islamique. Les autorités israéliennes sont en guerre aussi contre les institutions culturelles et les mouvements culturels de Jérusalem, dans une tentative de judaïsation de la ville, son identité arabe et sa tradition islamique », a ajouté Tallawy.

Le secrétaire général a invité la communauté internationale à assumer la responsabilité de ce qui se passe dans la ville de Jérusalem : « L'UNESCO, en particulier, a la responsabilité morale et juridique de protéger la ville sainte de Jérusalem, inscrite sur la Liste du patrimoine mondial et du patrimoine mondial en péril : il faut prendre immédiatement les mesures immédiates pour forcer les autorités d'occupation à arrêter ses pratiques racistes, interdire les attaques des colons contre les fidèles musulmans, arrêter les agressions contre la mosquée et sa cour et faire cesser les fouilles menées sous la mosquée Al-Aqsa. »

Ecrit par Leyla Jad

05/10/2009

<http://french.pnn.ps/index.php?opti...>

publié par al Ahram hebdo en français

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahra...>

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4655>

3 Annexe

3-1 Dan Lieberman : Dissident Voice : Déconstruire le discours israélien.

Alors que se pose de plus en plus la question de la démocratie en Israël, son aura de mystère est de plus en plus surfaite.

Pour légitimer ses méthodes, les partisans d'Israël s'en tiennent aux trois éléments qui constituent la détermination d'Israël à devenir un pays accompli : l'importance de la mission sioniste, Israël en tant qu'état juif, et la non-culpabilité d'Israël dans le déplacement des Palestiniens.

Tous ces sujets, qui avaient tenu un rôle lors de la création de l'état d'Israël, font l'objet de généralités évasives dépourvues de données et de faits précis. Les écrans de fumée, le manque de transparence et le postulat que tout ce qui est dit est exact caractérisent souvent les discussions sur ces questions. Aucune remise en cause et rien à justifier. Les faits contredisent pourtant les histoires que les partisans d'Israël s'évertuent à inventer. Il est indispensable de déconstruire les discours mensongers débités en Israël si on veut ensuite poser les fondations sur lesquelles la paix au Moyen-Orient pourra se construire.

La mission sioniste

Les sionistes se veulent les précurseurs de la pensée et des aspirations juives, conduisant le peuple juif vers la liberté et accomplissant les promesses qu'un monde hostile n'avait pas tenues.

L'histoire contredit cette image, en particulier celle qui présente le sionisme comme un mouvement de masse du peuple juif.

La doctrine sioniste n'attirait pas beaucoup les populations juives à la fin du XIX^{es}. Le premier congrès sioniste (1887) devait avoir lieu à Munich, en Allemagne. Toutefois, devant la vive contestation des responsables locaux de la communauté juive, que ce soient les juifs orthodoxes ou réformés, il avait été décidé de transférer la conférence à Bâle, en Suisse.

Le judaïsme réformé, avait maintes fois récusé publiquement, en particulier lors de la conférence de Pittsburgh, le programme sioniste (rejeté en 1999 par le judaïsme réformé contemporain) :

"Nous ne nous considérons plus comme un peuple, mais comme une communauté religieuse ; et donc, nous n'aspirons ni à un retour en Palestine, ni à un culte sacrificiel consacré aux fils d'Aaron, ni au rétablissement

d'une des lois concernant un état juif". Les mouvements d'émancipation du XIX^{es} avaient libéré les Juifs d'Europe occidentale et d'Europe centrale, ce qui leur avait permis de s'intégrer à la société européenne.

"Les Juifs se sont fait connaître dans la littérature, enrichissant la littérature française, anglaise et allemande de romans, de nouvelles, de poésie, et d'essais. En Grande Bretagne, Benjamin Disraeli, qui s'était converti au christianisme, avait écrit des romans populaires avant de devenir premier ministre. Heinrich Heine, qui s'était converti au christianisme afin de pouvoir faire des études de droit en Allemagne, est devenu l'un des poètes allemands les plus appréciés."

Le programme sioniste aurait préféré de toute évidence que Disraeli conserve la religion juive et ne devienne pas Premier Ministre en Grande-Bretagne.

Les Juifs rejetaient le programme sioniste, qui, estimaient-ils, pouvait inciter les états à douter de la loyauté de leurs concitoyens juifs, retarder leurs progrès et renforcer la théorie raciste qui consistait à accuser les Juifs de faire partie d'un complot international. Les rabbins antisionistes ne cessaient de dire : "Sion existe partout sauf à Sion".

Voyons les Juifs russes. Ils avaient bien plus de problèmes que les autres Juifs européens. Néanmoins, ils ne considéraient pas que le sionisme était la solution à leurs difficultés. Entre 1881 et 1914, 2,5 millions de Juifs ont quitté la Russie – 1,7 millions pour se rendre aux Etats-Unis, 500.000 en Europe occidentale, et près de 300.000 dans d'autres pays. Jusqu'en 1914, à peine 30000 à 50000 Juifs russes ont répondu à l'appel des sionistes de s'installer en Palestine, et 15.000 d'entre eux ont fini par retourner en Russie.

Et donc, sans le sionisme, comment l'état d'Israël est-il parvenu à atteindre une population de millions d'habitants ?

En 1914, le sionisme stagnait. D'une manière ou d'une autre, quelqu'un tirait parti de la victoire des alliés à la fin de la Première Guerre mondiale pour soutenir la déclaration de Balfour, qui autorisait "l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif".

Le mandat sur la Palestine accordé par la Société des Nations à la Grande Bretagne avait empêché la formation d'un gouvernement national palestinien et de nombreux juifs européens anglophones étaient venus collaborer avec l'état britannique derrière un rideau de propagande et de rhétorique. Et c'est là qu'a commencé la phase principale du programme initial sioniste : des gens dont on ne savait pas grand chose (pas des sionistes fanatiques), poussés par les sionistes, avaient été transférés sur un nouveau territoire, pendant que d'autres dont on connaissait mieux l'origine, mais qui n'étaient pas sous la protection des sionistes, étaient expulsés de leur terre natale. Ces défavorisés étaient devenus des réfugiés et, dans de nombreux cas, avaient été réduits à la misère.

Les Juifs qui partaient pour Israël tout de suite après 1948 émigraient essentiellement pour des raisons économiques et politiques et non pas par convictions sionistes. Israël affirme même que le nombre impressionnant d'immigrés originaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (les Juifs mizrahim) n'étaient pas venus de leur plein gré mais avaient été chassés de leurs terres.

Le sionisme n'est pas parvenu à convaincre un grand nombre de Juifs de quitter leurs pays occidentaux, ni à les dissuader de participer aux avancées économiques et sociales de leur pays, ni à les empêcher de s'intégrer dans la culture de leur pays. L'Economist (Jan. 11, 2007) dit que seuls 17% des Juifs américains se considèrent comme pro-sionistes et seulement 57% disent qu'"aimer Israël est une partie importante de leur identité juive".

Au cours des dernières décennies, ce sont les Russes de l'ex-Union Soviétique, dont la plupart ont choisi d'émigrer aux Etats-Unis, qui ont été les immigrants en Israël les plus nombreux. Beaucoup d'entre eux sont des Juifs douteux ou qui avaient perdu leurs racines juives pendant l'ère communiste. Les Juifs orthodoxes, qui sont venus pour des motifs religieux, et non pas pour participer à des activités communes avec leurs compatriotes laïques, sont le segment de la population qui s'accroît le plus rapidement. Quand ils s'installent quelque part, les laïques ont tendance à partir. Plus proches des rabbins qui prêchent une doctrine mystique du XIX^{es}, ces Juifs orthodoxes s'isolent de leurs compatriotes israéliens et de la communauté juive internationale. Les sionistes douteux ont créé un état juif douteux.

Quelle autorité a donc conféré au premier ministre Benjamin Netanyahu le droit de déclarer : "les Palestiniens doivent reconnaître Israël comme étant l'état du peuple juif", et "Jérusalem est la capitale unifiée de l'état d'Israël et du peuple juif" ?

La communauté juive n'a pas d'autorité centrale et les 15 millions de Juifs n'ont pas été consultés par référendum. Le P.M Netanyahu s'en fiche peut-être, mais beaucoup de Juifs de l'extérieur craignent qu'un jour leurs compatriotes leur disent : "Vous avez un pays, que faites-vous donc ici ?" ou qu'ils ne laissent entendre que les Juifs sont plus loyaux envers un pays étranger et travaillent pour ce pays.

Il est difficile de qualifier Israël d'état juif. Avraham Burg, l'ancien président de la Knesset et ancien président de l'Agence Juive dit : "Avoir défini l'Etat d'Israël comme un Etat juif est la clef de sa perte". Le terme de "nation juive" n'a jamais été défini de façon satisfaisante et il n'y a rien d'exceptionnel en Israël qui lui confère une moralité et une culture spécifiquement juives ou une atmosphère judaïque.

L'état juif

La façon tranquille et légère avec laquelle les Juifs disent "état juif" vise à produire une impression agréable : rien d'hostile vis-à-vis de quiconque, juste une note de satisfaction à l'adresse de leurs concitoyens juifs.

Les motifs d'inquiétude sont nombreux. Israël n'a pas de constitution écrite, ses lois sont discriminatoires envers les minorités et créent une ségrégation entre les citoyens.

1- l'ensemble de la population juive a quitté Nazareth, il y a de nombreuses années et créé un nouveau Nazareth. La ville nouvelle de Nazareth reçoit des subventions publiques importantes et est devenue prospère et moderne. La ville ancienne est, elle, habitée par les Arabes et n'a pas été rénovée.

2- A Haïfa, la population arabe vit au bord de mer. La population juive sur les collines.

3- Peu de Palestiniens ont trouvé un logement à louer ou à acheter à Jérusalem-ouest.

4- A Acre, les immigrés juifs peuvent acheter des biens immobiliers mais n'ont pas le droit de revendre à des citoyens arabes.

5 - A Tel-Aviv, les différentes populations vivent côte à côte mais ne se mélangent pas.

6 - Peu d'Arabes, si ce n'est aucun, ont pu acheter des logements subventionnés par l'état.

7 - Le cloisonnement des populations entraîne la séparation pour les activités et les études, dans les centres de loisirs et les écoles.

8 - Si certains Arabes ont la possibilité de recevoir des bourses d'études universitaires, la grande majorité des bourses qui sont accordées nécessitent d'avoir fait le service militaire. Et comme les Arabes n'ont pas le droit de servir dans l'armée israélienne, peu d'Arabes peuvent bénéficier d'une bourse d'études.

9 - Les Arabes ont du mal à obtenir des prêts immobiliers.

10 – L'état d'Israël possède plus de 90 % des terrains. Les citoyens non-juifs ne peuvent pas, sauf en de rares occasions, acheter de terrain.

11 – Chaque fois que l'armée israélienne veut récupérer du terrain pour construire une base militaire, ce sont les Arabes qui sont expropriés.

12 – Dans la mesure où les mariages sont célébrés par un rabbin, un Juif ne peut pas épouser un non-juif sur le territoire israélien.

Là où la séparation entre communautés est le plus évidente, c'est dans la façon dont Israël conçoit la nationalité par rapport au reste du monde. Ce n'est pas seulement une séparation. C'est un véritable apartheid, que le terme d'"état juif" tendra à renforcer. Tous les Américains ont à la fois la nationalité et la citoyenneté américaines. Les Israéliens ont la citoyenneté israélienne, mais ne possèdent pas la nationalité israélienne. Les citoyens israéliens sont juifs, arabes, druzes, samaritains, circassiens, karaïtes, ou de nationalité étrangère.

Ajoutez à ce mélange dangereux de lois qui favorisent les citoyens privilégiés les déclarations des dirigeants israéliens.

D'après le quotidien Jewish Daily Forward du 18 mars 2009, "le ministre des affaires étrangères Avigdor Lieberman a été élu à la Knesset sur un programme électoral qui promettait d'imposer à tout citoyen israélien de prêter serment de loyauté à Israël. Il proposait de transférer les localités habitées par des Arabes sous l'autorité d'un futur état palestinien."

Israël est aujourd'hui un pays où les gens ont des conditions de vie, des problèmes, des aspirations, des valeurs autres de ceux des Juifs dans le monde. Le caractère d'Israël n'est pas le produit dérivé d'une société mi-urbaine mi-tribale d'il y a 3000 ans – mais résulte d'une société industrielle spécifique du XXI^es. Ces spécificités créent une identité israélienne différente de celle des Juifs dans les autres pays. Israël cherche à transformer tous les Juifs en bons Israéliens et à redéfinir la notion de Juif. Ce qui se traduit, par exemple, par un rapprochement avec les chrétiens fondamentalistes, qui sont les meilleurs amis d'Israël, ce qui ne plaît pas à la communauté juive à l'extérieur.

Rappelez-vous les conclusions de la commission King-Crane qui avait été nommée par le président Wilson en 1919 :

" ... 'Un foyer national pour le peuple juif' ce n'est pas la même chose que transformer la Palestine en un état juif ; de même que la construction d'un tel état juif ne peut se réaliser sans les pires violations des 'droits civils et religieux des communautés non-juives existantes en Palestine'. Ce qui est revenu maintes fois au cours de la conférence de la commission avec les représentants de la communauté juive c'est que les sionistes avaient à l'idée de déposséder les habitants non-juifs de la Palestine de pratiquement tous leurs biens, par diverses formes d'acquisition ".

"Etant donné toutes ces considérations, et avec une profonde sympathie pour la cause des Juifs, les commissaires se sentent obligés de recommander que ne soit entrepris par la Conférence pour la Paix qu'un programme sioniste extrêmement réduit, et même cela ne devrait être mis en œuvre que très graduellement. Ce qui implique que l'immigration juive devra être absolument limitée, et que le projet de faire manifestement de la Palestine un Commonwealth juif doit être abandonné".

Les Israéliens se comportent également comme si le chemin qui menait à un "état juif" était tout tracé ; et en fermant les yeux sur leurs rôles dans le déplacement des populations autochtones et la confiscation des terres de près d'un million de palestiniens.

Les personnes déplacées

Israël n'a pas autorisé les Palestiniens qui sont partis ou ont été expulsés au cours des agressions de 1948 et de 1967 à revenir sur leurs terres.

Leurs biens, leurs entreprises, leurs équipements ménagers ont été confisqués et ils n'ont jamais été indemnisés.

L'historien Benny Morris résume bien ces expulsions :

"J'ai de la peine pour les Palestiniens, qui ont véritablement connu une terrible tragédie. J'ai de la peine pour les réfugiés eux-mêmes. Mais si le vœu d'établir ici un état juif est légitime, il n'y avait pas d'alternative. Il était impossible de garder dans le pays une grande cinquième colonne. A partir du moment où Yichouv (implantation juive en terre d'Israël, NDT) avait été agressé par les Palestiniens, puis, plus tard, par les états arabes, la seule solution était d'expulser la population palestinienne. La déraciner au cours de la guerre".

Benny Morris avait utilisé la bonne expression : "... si le vœu de créer un état juif ici est légitime". Ce n'était pas légitime. Le choix n'était pas entre "avoir un état juif" et "ne pas déposséder les Palestiniens". Le choix était entre "ne pas avoir le vaste état qu'Israël s'était approprié" et "déposséder les Palestiniens". Presque tous les Palestiniens qui avaient été expulsés vivaient sur le territoire qui avait été accordé aux Palestiniens. Jamais, depuis l'époque de l'expansionnisme américain, un groupe d'individus (Israël n'était même pas un pays officiel quand les confiscations ont commencé, et les armées arabes n'avaient pas non plus attaqué à cette époque) n'avait envahi un autre territoire, s'était saisi des terres et en avait chassé les populations autochtones. Qui peut croire qu'Israël n'est pas directement responsable de l'exode des Palestiniens ?

Ces gens auraient-ils donc décidé de leur propre chef de quitter leurs maisons, de s'exposer à la famine, de voir des familles entières poussées au suicide par désespoir et d'accepter ensuite de s'installer tranquillement dans des camps de réfugiés ?

Tous ces récits avérés d'expulsions forcées, ces massacres abominables et la destruction de plus de 400 villages palestiniens ne sont-ils qu'une fable ? Pourquoi donc les villages ont-ils été détruits ? Pourquoi les villageois n'ont-ils pas été autorisés à revenir ? Pourquoi les maisons vides étaient-elles aussitôt occupées ? Au Rwanda, en Bosnie, au Kosovo et ailleurs, les pays occidentaux ont adopté une attitude ferme pour exiger le retour rapide des réfugiés et se sont démenés pour que cette demande soit exécutée.

Dans d'autres situations, il y avait bien des réfugiés, mais la saisie de leurs biens n'était pas de règle. En Palestine, Israël s'est emparé de tous les biens et a autorisé les nouveaux arrivants à s'installer dans les maisons inoccupées. Il n'y a aucun précédent à ces opérations illégales dans le monde civilisé occidental de l'après-Deuxième Guerre Mondiale. Nous avons affaire ici à des escrocs qui disent à leurs victimes : "Écoutez, c'est de l'histoire ancienne, maintenant. Laissez tomber. Vous voulez la restitution de vos biens, de toute façon, vous ne l'aurez pas".

Israël a révélé sa vraie nature : un pays bâti sur des actes que les institutions mondiales qualifient normalement de crimes de guerre, un pays qui ne respecte pas les lois internationales, et un pays qui ne se soumet pas aux résolutions de l'ONU. Distraire et tromper le monde en leur racontant des histoires fabriquées de toutes pièces permet à Israël de poursuivre ses agissements illégaux. Il faut mettre les choses à plat pour que le chemin vers la paix au Moyen-Orient soit moins sinueux.

Dan Lieberman

Dan Lieberman est rédacteur en chef du site Alternative Insight <http://www.alternativeinsight.com/>. Il a publié de nombreux articles sur le Moyen-Orient.

5 octobre 2009

Pour plus d'informations :

Voir :

Partage du butin de guerre : Saisies, confiscations et ventes des biens palestiniens par Israël, Par Salman Abu Sitta

Un dossier très complet et édifiant sur le site d'ISM

<http://www.ism-france.org/news/arti...>

Le droit de retour du peuple palestinien

http://members.tripod.com/PSC_McGill/refugees.html

Et aussi, derniers rebondissements : l'autorité palestinienne a accepté le report de plusieurs mois de faire transmettre au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU les conclusions du rapport Goldstone.

Du rapport Goldstone à la campagne contre Agrexco

Monde Diplomatique

Source : Dissident Voice

<http://www.bdsmovement.net/>

<http://dissidentvoice.org/2009/10/deconstructing-the-israeli-narrative/>

Titre original : Deconstructing the Israeli Narrative

Publié le 5 octobre 2009

Traduction et notes annexes : des bassines et du zèle <http://blog.emceebeulogues.fr/> pour le Grand Soir

<http://blog.mondediplo.net/2009-10-06-Du-rapport-Goldstone-a-la-campagne-contre-Agrexco>

<http://www.legrandsoir.info/Deconstruire-le-discours-israelien-Dissident-Voice.html>

3-2 Mounadil Djazaïri : Arthur Ruppin, le "père de la colonisation sioniste" de la Palestine.

NB : Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Je n'avais jamais entendu parler d'Arthur Ruppin.

Or, cet Arthur Ruppin est une figure très importante du sionisme et il a eu un rôle décisif dans la colonisation de la Palestine.

Wikipedia vous apprendra un certain nombre de choses à son sujet, mais rien de ce dont je veux vous parler maintenant.

C'est qu'Arthur Ruppin n'était pas seulement un avocat et sociologue. Wikipedia nous parle bien de son activité intellectuelle et académique mais omet de nous dire que Ruppin était d'abord un savant fou comme seuls le nazisme et le sionisme ont pu en engendrer.

En réalité, Arthur Ruppin était tout simplement un nazi Juif dont une bonne part de l'activité de recherche a consisté à démontrer que, à l'origine, les Juifs ne sont pas des Sémites et que la partie de la population juive qui correspond le mieux à ce type non sémite est la population des Juifs Ashkénazes d'Europe orientale. Seul le métissage des Juifs primitifs avec les Sémites en a fait ce qui correspond à la description par les stéréotypes antisémites : des gens cupides et sans enracinement. Heureusement, les travaux de Ruppin associés à l'eugénique se proposent de rétablir l'authentique race juive qui fait partie de la souche Indo-Allemande ! Et Ruppin était peut-être un savant fou, mais il fut aussi un sioniste efficace qui a influencé bon nombre de personnalités sionistes.

Et on le considère comme le « père de l'installation sioniste » en Palestine. Pas moins.

Mounadil Djazaïri

Mardi 13 Octobre 2009

3-3 Tom Segev : La fabrique de l'Histoire : Revisiter Arthur Ruppin.

Arthur Ruppin, un avocat et sociologue né en Allemagne, est considéré comme le père de la colonisation nationale sioniste sur le sol d'Israël, qui a commencé en 1908.

Entre autres choses, il était impliqué dans la création du kibboutz Degania et dans les premiers développements de Tel Aviv, il figurait parmi les fondateurs de la banque Hapoalim et jusqu'à son décès en 1943, il fut un des grands dirigeants de l'entreprise sioniste.

Il fut aussi un des pères de l'éducation hébraïque et de la culture hébraïque en général ; en fait, sa façon de penser influença la vision du monde de Moshe Dayan et d'autres personnalités.

Tout cela est bien connu.

Ce qui l'est moins, est la conviction de Ruppin que la réalisation du sionisme exigeait la « pureté raciale » chez les Juifs. Ses conceptions étaient inspirées en partie par les travaux de penseurs antisémites, dont certains des idéologues nazis.

Après l'holocauste, l'historiographie israélienne a tendu à minimiser autant que possible cette information embarrassante – ou même à l'ignorer complètement.

Cependant, voici quelques semaines, l'université de Tel Aviv a accepté la thèse de doctorat d'un chercheur nommé Ethan Bloom, qui a découvert, entre autres, que non seulement Ruppin avait été influencé par les théories qui ont engendré le nazisme, mais qu'il avait aussi influé sur leur formulation.

Bloom a découvert que Ruppin avait eu "une influence déterminante" sur la perception par les Allemands des Juifs comme une race.

Par exemple, des travaux de Ruppin, dont certains effectués à l'université Hébraïque, proposaient une explication à l'avarice supposée des Juifs : il postulait que les Juifs qui vivaient à l'origine sur la terre d'Israël avant la destruction du premier temple, et s'étaient lancés dans l'agriculture, appartenaient en réalité à des tribus non sémitiques.

A un moment donné, ils commencèrent à se mêler à des tribus sémitiques, ce qui a compromis leur pureté raciale et les a affaiblis. L'élément sémitique commençant à devenir dominant, cela incita les Juifs à abandonner l'agriculture et à développer des instincts commerciaux, une plus grande cupidité et une avidité incontrôlable.

Ruppin pensait que ces défauts pouvaient être corrigés, et la première tâche qu'il exigeait de l'entreprise sioniste était par conséquent d'identifier ce qui restait du groupe de Juifs « originel » ou « authentique » - ceux ayant un lien direct, biologique avec les anciens Israélites racialement purs.

Il croyait qu'on les découvrirait parmi les Juifs ashkénazes d'Europe orientale.

A cette époque, les Juifs d'Europe étaient au milieu d'un processus d'assimilation tandis que, selon Ruppin, les Juifs Mizrahim et Séfarades (du Proche Orient et d'Afrique du Nord) subissaient une atrophie biologique, qui jetait le doute sur leur identité en tant que partie de la race juive.

Ce ne fut donc qu'après une longue hésitation qu'il autorisa qu'on amène des travailleurs Juifs du Yémen ; il affirmait en outre qu'il n'y avait pas de Juifs noirs.

C'est ainsi, selon Bloom, que la discrimination contre les Mizrahim a pris racine en Israël à l'époque.

Contrairement aux idées reçues, affirme-t-il, le phénomène n'est pas né d'une « incompréhension culturelle » mais plutôt d'une planification culturelle basée sur des théories raciales. Selon Bloom, c'était un cas de racisme entre juifs, d'une dimension antisémite dans la culture hébraïque moderne. Certaines des idées de Ruppin s'insèrent dans le discours intellectuel qui prévalait à l'époque, qui vantait la pureté raciale et traitait abondamment d'eugénique, le mouvement visant à améliorer la qualité génétique de l'humanité.

La croyance en la théorie que les Ashkénazes étaient le type juif achevé à l'ère moderne permettait à Ruppin d'accepter la théorie raciale allemande et de soustraire la majorité des Juifs à la catégorie des Sémites.

En réalité, selon sa conception, les Juifs originels, « sains » qui étaient auteurs des aspects les plus vertueux de la culture juive faisaient partie, en termes raciaux, des Indo-Allemands.

Quelques mois après l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933, Ruppin eut une conversation amicale avec Hans Guenther, un des principaux propagateurs de la théorie raciale nazie. La rencontre avait pour but, entre autres choses, de faire avancer les négociations entre le mouvement sioniste et les autorités nazies pour un accord qui permettrait aux Juifs d'Allemagne d'immigrer en Palestine et d'y transférer une partie de leurs biens.

Ruppin apparaît, à travers les découvertes de Bloom, comme un individu intellectuellement et psychologiquement complexe qui, des années plus tard, se conduira assez bizarrement.

Il photographiait des « types juifs, » mesurait des crânes, comparait des empreintes digitales et pensait qu'il était possible de classer les Juifs Ashkénazes en diverses sous catégories raciales en fonction de la forme de leurs nez.

Peu de temps avant sa mort, il terminait une étude comparative sur ce dernier sujet, comparant des personnalités de premier plan du mouvement sioniste – à commencer par Théodore Herzl lui-même, dont Ruppin définissait le nez comme « assyrien-boukharien ».

Il définissait le nez d'un juif nommé Jacob Feitlowitz, qui était né en Pologne et avait étudié l'histoire des Juifs Ethiopiens, comme « ashkénazi-négroïde. » Selon Bloom, Ruppin croyait apparemment que l'intérêt de Feitlowitz pour les Ethiopiens témoignait de son attrait pour « sa propre espèce. »

La thèse de doctorat en question est fascinante et parlante. Elle a été rédigée en anglais, sous la supervision d'Itamar Even-Zohar de l'université de Tel Aviv et de l'historien Américain Sander Gilman. Bloom dit ne pas être particulièrement heureux de faire aussi partie de cette histoire. Il s'inquiète des réactions que son travail pourrait provoquer, mais défendra ce qu'il a écrit. De fait, il a déclaré cette semaine : « C'est la vérité. »

Tom Segev

Haaretz (Sionistan)

8 octobre 2009

traduit de l'anglais par Djazaïri

<http://mounadil.blogspot.com/>

http://www.alterinfo.net/Arthur-Ruppin,-le-pere-de-la-colonisation-sioniste-de-la-Palestine-etait-un-vulgaire-Nazi!_a37934.html

3-4 Jean Bricmont : Antifascistes, encore un effort... si vous voulez l'être vraiment !

Pour guérir radicalement la censure, il faudrait la supprimer car l'institution est mauvaise et les institutions sont plus puissantes que les hommes."

Karl Marx (1)

Divers amis se sont inquiétés du fait que mon nom soit cité dans un article (non signé) de « REFLEXes », intitulé « Procès Dieudonné - Faurisson : la Cour des Miracles négationnistes » et relayé par l'AFPS (<http://www.france-palestine.org/article12838.html>) et Bellaciao (<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article91875>).

J'ai donc lu l'article avec attention; il s'attaque à un certain nombre de gens qui ont assisté au procès de Dieudonné et Faurisson suite au spectacle du Zénith (2) et particulièrement à Paul-Eric Blanrue, auteur du livre Sarkozy, Israël et les juifs (voir <http://sarkozyisraeletesjuifs.blogspot.com/>), dont j'ai recommandé la lecture. Cet article est intéressant parce qu'il illustre tous les défauts d'une certaine « gauche antifasciste ».

Le fond de l'affaire tourne autour de la liberté d'expression.

Ayant expliqué ailleurs mon point de vue à ce propos (<http://www.legrandsoir.info/La-liberte-d-expression-quels-principes.html>), je ne vais pas y revenir en détail. Et, avant de continuer, je voudrais souligner (même si cela devrait être inutile) que défendre la liberté d'expression de X ne signifie nullement approuver les idées de X. Cette défense découle seulement d'une réflexion sur les principes de droit sur lesquels repose une société démocratique. Et, dans une société réellement démocratique, il y aura nécessairement une telle multiplicité d'opinions qu'il est impossible de les approuver toutes - mais on peut néanmoins considérer que l'expression de toutes ces idées, aussi folles et mutuellement contradictoires qu'elles soient, doit être légale. La liberté d'expression est un principe fondamental de la démocratie, et pas, comme on le dit trop souvent, un « prétexte » pour « soutenir » X ou Y. Il est pour le moins étrange que des « antifascistes » approuvent le fait que l'on rende, comme l'a dit Chomsky à propos de l'affaire Faurisson, un triste hommage aux victimes de l'holocauste en adoptant la doctrine centrale de leurs bourreaux, à savoir qu'il appartient à l'État de déterminer la vérité historique et de condamner ceux qui ne s'y conforment pas.

Mais, même si l'on ne partage pas ce point de vue, la question de la pente glissante se pose: jusqu'où ira-t-on dans la répression des opinions « scandaleuses »? On requiert un an de prison (avec sursis) contre Dieudonné pour un sketch. On est évidemment libre d'estimer ce sketch de très mauvais goût, insultant, et le condamner moralement (3). Mais un an de prison (même avec sursis)? Que répondra-t-on aux Noirs et aux musulmans qui pourraient se sentir insultés par d'autres sketches (y compris certains sketches de Dieudonné)? Comment éviter que les musulmans, qui se considèrent insultés par les caricatures du Prophète, et l'impunité dont elles jouissent (heureusement), n'y voient une nouvelle preuve du « deux poids, deux mesures » à leur égard (4) ? Aujourd'hui, divers courants au sein de l'Union européenne veulent sacrifier la mémoire des « victimes du communisme ».

Où s'arrêtera-t-on? Une partie de la gauche s'inquiète de cette dernière sacralisation-mais peut-être aurait-elle été mieux avisée de ne pas entrer, justement à propos des victimes du fascisme, dans le jeu de la sacralisation.

A mon humble avis, c'est cette constante restriction de la liberté d'expression qui devrait donner « froid dans le dos » aux antifascistes véritables.

Par une pure coïncidence, cette affaire Dieudonné se produit en même temps que la levée de boucliers du monde intellectuel et artistique en faveur de Polanski. Alors que, dans cette dernière affaire, le « talent artistique » semble tout permettre, même des miracles, comme le fait de commettre une erreur de jeunesse (dixit BHL) à 43 ans, ou d'avoir des rapports sexuels avec une mineure non consentante sans commettre de viol (dixit Costa-Gavras), pas un mot n'est prononcé par ce même monde intellectuel et artistique en faveur de Dieudonné qui, au cours de toute sa carrière, n'a jamais été « coupable » que de délit d'opinion. Dans le cas de Polanski, le fait qu'une fille pose nue (Finkielkraut) ou paraisse plus âgée qu'elle n'est (Costa-Gavras), ou que le violeur soit une

victime (du nazisme et du communisme - Finkielkraut et BHL) sert de circonstance atténuante. Finkielkraut vit dans « l'épouvante ». Lelouch compare la police suisse à la Gestapo. BHL en appelle à l'esprit de tolérance suisse, mentionnant Voltaire, comme si c'était Polanski et non Dieudonné qui était poursuivi pour délit d'opinion. Etrange époque où la lutte contre « l'ordre moral » et contre le « fascisme », ou encore le « il est interdit d'interdire », mènent simultanément à la complaisance à l'égard du viol et au rejet de la simple liberté d'expression.

L'article de REFLEXes soulève aussi le problème du « guilt by association », de la culpabilité par association, fortement dénoncée aux Etats-Unis, surtout dans la gauche, parce que c'était une des armes favorites du McCarthysme. Que viennent faire dans cet article Michel Collon, la librairie Résistances et moi-même? Michel Collon rien, à part le fait que j'en suis « proche ». Mais pourquoi le citer lui et pas Noam Chomsky, Alan Sokal, Régis Debray, Anne Morelli, ou quantité d'autres, dont je suis tout aussi « proche »?

La librairie Résistances, elle, a été attaquée par des nervis sionistes et a tenu un meeting en plein air suite à cette agression, au cours duquel Me Bastardi Daumont, avocat de Blanrue et de Faurisson, a pris la parole. Où est le crime? Que reproche-t-on à Me Bastardi Daumont? Suggère-t-on que Faurisson ne doit pas avoir d'avocat, contrairement aux pires assassins? S'il doit bien en avoir un, est-ce un crime d'être celui-là? Pense-t-on qu'un avocat partage nécessairement les vues de son client? Pourquoi cette coïncidence (être à la fois l'avocat de Blanrue, de Faurisson et participer au meeting de soutien à la librairie) ? Sans doute parce que, précisément à cause du climat de terreur intellectuelle « antifasciste » qui règne en France, les avocats prêts à défendre le principe de la liberté d'expression ne se bousculent pas au portillon.

Et moi-même? J'ai lu le livre de Blanrue et je l'ai trouvé salutaire. Bien que moins complet, il est un peu le « Mearsheimer et Walt » français, en ce sens qu'il met, pour la première fois, le doigt sur un problème fondamental de nos sociétés, à savoir l'extraordinaire influence sur notre vie politique des réseaux pro-israéliens (ou du lobby pro-israélien comme disent Mearsheimer et Walt). Je le lui ai dit et je l'ai autorisé à me citer sur son site. Je ne lui ai pas trouvé d'éditeur, contrairement à ce qu'affirment nos spécialistes de l'antifascisme (et du renseignement), même si j'aurais été heureux de pouvoir le faire. Comme le dit Alain Gresh, le livre de Blanrue « mérite débat »; mais le livre a été de facto censuré en France, vu que le diffuseur français de son éditeur belge a refusé de le distribuer (initiative extraordinaire de la part d'un diffuseur, si on y réfléchit: qu'est-il advenu du bon vieux capitalisme et de la « soif de profit »?). De plus, bien que Blanrue soit un auteur relativement connu, aucun grand média ne parle de son livre. La puissance des réseaux sionistes est accrue par le tabou qui empêche de parler d'eux. Le terrorisme intellectuel « antifasciste » ne fait que renforcer ce tabou. Le grand mérite de Blanrue est de tenter de sortir de ce cercle vicieux qui, comme il le souligne d'ailleurs, n'est pas, à terme, « bon pour les juifs ». Bref, j'apprécie le livre de Blanrue et je le dis. Quelle relation entre cela et le fait qu'il assiste au procès Dieudonné-Faurisson (ce qui, vu les enjeux juridiques de cette affaire, est tout à fait compréhensible) ou qu'il ait eu dans sa jeunesse des activités « suspectes » (aux yeux de la police de la pensée) en Moselle? Il a été chrétien? Je vais l'avouer: moi aussi (ainsi, il existe encore des chrétiens en France et en Belgique; quelle horreur! Que fait la police?). Il a été royaliste? Moi pas, mais en tant que Belge, j'en ai rencontré beaucoup et je n'ai pas remarqué qu'ils mangeaient des enfants au petit déjeuner. Et j'ai connu assez de gens qui ont, dans leur jeunesse, fait une apologie sans nuance de Staline, de Mao, ou de toute forme de violence, pourvu qu'elle soit « révolutionnaire » (et dont certains se sont recyclés dans l'antifascisme), pour que le genre d'accusations portées contre Blanrue me laisse froid (est-il vraiment si fréquent de trouver des gens en France dont le parcours est, comme dit REFLEXes, « politiquement limpide et irréprochable »?).

De plus, quand il s'agit d'auteurs comme Heidegger, Céline ou Foucault (oui, oui, même Foucault), il est permis de citer, d'étudier, d'admirer une partie de leur oeuvre sans se soucier de ce qu'ils ont dit ou fait par ailleurs, et qui est souvent plus étrange que ce que l'on reproche à Blanrue. Pourquoi ne pourrait-on pas avoir la même attitude par rapport au citoyen Blanrue? Existe-t-il un principe de Polanski généralisé qui veut que pour des gens suffisamment célèbres (Heidegger et co), on puisse parler de leur oeuvre ou d'une partie de celle-ci sans parler de la personne ou de l'ensemble de l'oeuvre, mais pour les moins célèbres, non?

J'avoue également avoir un petit problème avec la notion d'extrême droite en France. Pour les « antifascistes », l'extrême droite, ce sont exclusivement les gens qui sont supposés être nostalgiques de Vichy, de la monarchie, de l'Algérie française, qui sont trop souverainistes à leur goût, ou encore, pour certains, les « islamo-fascistes ». Mais pourquoi la censure n'est-elle pas d'extrême droite? Pourquoi l'apologie de la guerre (et la négation de crimes de guerre) à Gaza, au Liban, en Afghanistan et en Irak ne l'est-elle pas? Pourquoi le fait de considérer qu'un peuple a le droit de s'installer sur la terre d'un autre et de l'en chasser à jamais (c'est-à-dire en lui refusant tout droit au retour) n'est-il pas d'extrême droite? Pourquoi n'est-il pas d'extrême droite de célébrer comme démocratique (avilissant ainsi ce concept) un État défini explicitement sur une base ethnique (5) ? Pourquoi la notion de culpabilité collective (appliquée au peuple allemand, français etc.) n'est-elle pas de « l'essentialisme raciste » et donc d'extrême droite? N'est-ce pas encore plus le cas quand cette culpabilité devient transmissible aux descendants?

Si l'on veut bien élargir ainsi la notion d'extrême droite (ce qui me semble justifié d'un point de vue conceptuel et historique), on se rend compte que le gouvernement français, la plupart des médias et des intellectuels, et bien sûr, une bonne partie de la « gauche antifasciste » sont d'extrême droite, ce qui complique considérablement la nécessaire « lutte contre l'extrême droite ». Il ne suffit pas de ne pas « ouvrir son antenne » à Soral ou à de Benoist, mais il faudrait la refuser à pratiquement tout le monde. De plus, l'extrême droite la plus dangereuse est-elle celle de la « nostalgie », ou celle qui influence la politique et la pensée occidentale actuelles?

Finalement, il est regrettable de voir que des articles comme celui de REFLEXes sont repris par des associations pro-palestiniennes comme l'AFPS (ou Bellaciao). Bien sûr, ils ont le droit de le faire, là n'est pas la question. Mais

le fait de diffuser certains articles plutôt que d'autres est un choix politique, et ce choix peut être discuté. Or ce choix signifie que la priorité, pour ces organisations, n'est pas de défendre la liberté d'expression mais bien de hurler avec les loups dans la dénonciation des « méchants » (Dieudonné, Blanrue etc.).

Comment ne pas voir que le discours sur l'holocauste est instrumentalisé pour soutenir Israël et pour faire taire les critiques (la question n'étant pas de « mettre en cause » l'holocauste, mais de se demander pourquoi cet événement doit déterminer notre politique étrangère)? Le temps où une majorité de gens aimaient réellement Israël, « la seule démocratie au Moyen-Orient », « la villa au milieu de la jungle » etc. est passé. Mais l'étape qui reste à franchir, pour qu'une autre politique envers le Moyen-Orient soit possible, est de libérer la parole et de faire cesser l'intimidation et la culpabilisation à propos de tout ce qui concerne Israël et le sionisme.

La « solidarité avec la Palestine » commence ici, principalement dans la lutte contre les réseaux pro-israéliens. Diffuser et faire connaître le livre de Blanrue, ou celui de Mearsheimer et Walt, défendre la liberté d'expression, aider à libérer le discours et à ouvrir le débat, c'est réellement « aider la lutte des Palestiniens », et c'est l'aider de façon essentielle.

Nous ne devons pas montrer aux sionistes que nous sommes « gentils », en nous « démarquant » sans arrêt de X ou de Y qui a eu une parole trop dure ou trop franche, mais montrer que nous sommes libres et que le temps de l'intimidation est passé. Heureusement, de même que les Palestiniens résistent, il existe encore des gens en France qui défendent les principes les plus élémentaires de la République et de la laïcité. Il ne reste plus qu'à souhaiter que les « antifascistes » se joignent à eux.

1- Remarque sur la récente réglementation de la censure prussienne, 1842, Textes philosophiques, 1842-1847, Cahier Spartacus, n° 33, 1970.

2- Au cours duquel (en décembre 2008) Dieudonné fit remettre un « prix de l'infréquentabilité et de l'insolence » à Robert Faurisson, par son assistant déguisé en costume de déporté. Suite à cela, Dieudonné est poursuivi, entre autres, pour insultes à caractère raciste.

3- Il faut néanmoins rappeler que si la liberté d'expression était respectée en France, il n'y aurait jamais eu d'affaire Faurisson, ce dernier serait probablement inconnu et il n'y aurait probablement pas eu le show du Zénith. La censure incite toujours à la transgression et il n'y a aucune raison de penser que l'affaire du Zénith soit la dernière du genre, quelles que soient les peines qui seront prononcées.

4- Voir la vidéo <http://www.youtube.com/watch?v=KvNPhiT0b0I> pour une illustration de ce sentiment d'injustice.

5- Par exemple, où faut-il situer sur le spectre politique la citation suivante: « Si l'on regarde une carte du monde, en allant vers l'est : au-delà des frontières de l'Europe, c'est-à-dire de la Grèce, le monde démocratique s'arrête. On en trouve juste un petit confetti avancé au Moyen-Orient : c'est l'État d'Israël. Après, plus rien, jusqu'au Japon. [...] Entre Tel-Aviv et Tokyo règnent des pouvoirs arbitraires dont la seule manière de se maintenir est d'entretenir, chez des populations illettrées à 80%, une haine farouche de l'Occident, en tant qu'il est constitué de démocraties. » Elle est de Philippe Val (dans Charlie-Hebdo, 26 juillet 2006), ancien directeur de Charlie-Hebdo et actuel directeur de France Inter. Voir Le plan B, Frappes médiatiques sur le Liban, 5 janvier 2009 (http://www.leplanb.org/spip.php?page=article&id_article=102); ce journal précise: « selon le Rapport des Nations unies sur le développement humain de 2003, seuls trois pays au monde avaient alors un taux d'illettrisme supérieur à 80%. Et aucun d'entre eux n'était situé entre Tel-Aviv et Tokyo, puisqu'il s'agissait du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Ailleurs, entre Tel-Aviv et Tokyo, le taux d'illettrisme était de 23% en Iran, de 9% en Chine, de 7% aux Philippines. Et... de 13% au Liban. »

*<http://sarkozyisraeiletlesjuifs.blogspot.com/2009/10/jean-bricmont-repond-aux-calmonies-du.html>
21/10/09

Jean Bricmont

<http://www.toutsaufsarkozy.com:80/cc/article04/EkVyEFVukVmJiTavUO.shtml>

3-5 Chems Eddine Chitour : Le partage du Moyen-Orient.

NB : Ndlr :La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

«Souvenez-vous que les Iraniens sont toujours à cinq ou sept années de la bombe. Le temps passe, mais ils restent toujours à cinq ou sept années de la bombe.»

Shlomo Brom. Ancien officier des services de renseignements israéliens.

S'il est un feuilleton à multiples épisodes tout aussi présentés comme devant mener à l'apocalypse, c'est bien le problème posé par l'entêtement de l'Iran à maîtriser l'atome.

De quoi s'agit-il en fait?

La consommation de l'énergie électrique en Iran est actuellement de l'ordre de 33.000 mégawatts par an. 75% de cette énergie est produite par le gaz, 18% par le pétrole et 7% par l'énergie hydroélectrique.

Les projections sur les deux décennies à venir montrent que ce pays connaîtra le même taux de progression.

La consommation dans les vingt prochaines années devrait doubler et se situer entre 70 à 80.000 mégawatts. Les réserves iraniennes sont de 133 milliards de barils. La production est de 4 millions de barils par jour dont 2,6 à 2,9 millions sont exportés.

La demande de consommation de pétrole est en progression rapide: 6% par an. L'exportation du pétrole constitue 80% des recettes en devises. Il s'avère donc nécessaire pour l'Iran de réduire d'ici vingt ans la part du pétrole

dans la production de l'énergie électrique. En ce qui concerne l'énergie hydroélectrique, les projets en cours visent à doubler l'exploitation de ces ressources dans la production d'électricité. Mais, avec des investissements, l'Iran pourrait augmenter sa production encore plus, jusqu'à 20.000 mégawatts par an.

L'Iran dispose de 26 376 milliards de mètres cubes de réserves de gaz [deuxième rang mondial après la Russie, Ndlr]. La production actuelle est de 84 milliards de m³ [6 environ fois les réserves de l'Algérie pour une production équivalente!! Ndlr] dont 53% pour la production d'électricité. En conséquence, cette réserve peut contribuer à augmenter sa part dans la production de l'électricité en Iran. Pour cela, il faut investir dans l'industrie gazière. En ce qui concerne l'énergie nucléaire, l'Iran possède les plus grandes mines d'uranium au Proche-Orient à proximité de Yazd et de Bandar Abbas. Elles représentent l'équivalent de 43 milliards de barils de pétrole.

L'objectif des autorités iraniennes est de réduire d'ici 2021 la part du gaz dans la production de l'énergie électrique de 75% actuellement à 65%, et celle du pétrole de 18 à 5%, et d'augmenter celle de l'hydroélectrique jusqu'à 20% et de produire les 10% restants par l'énergie nucléaire [soit 7000 MW l'équivalent de 7 centrales de type Bouchair]. Pour cela, il lui faut de l'uranium enrichi. (1)

La prétention légitime à diversifier ses sources d'énergie en mettant en place un «bouquet énergétique» comme l'a fait la France avec les «Grenelle», se heurte depuis plus de dix ans à la suspicion partielle des pays occidentaux qui font dans la surenchère accusant l'Iran d'avoir la prétention de vouloir fabriquer la bombe. Le feuilleton a connu un épisode inattendu. Début septembre, le président Ahmadinejad accepte le principe d'enrichir l'uranium iranien à l'étranger. L'Iran a entamé le 19 septembre à Vienne, sous l'égide de l'Aiea, la négociation d'un accord avec les Etats-Unis, la Russie et la France sur l'enrichissement à l'étranger d'uranium à usage civil, souhaitant apaiser les tensions autour de son programme nucléaire controversé.

Téhéran avait averti: «La République islamique d'Iran continuera son enrichissement d'uranium jusqu'à 5%, mais si les négociations ne donnent pas de résultats adéquats, nous commencerons à produire de l'uranium enrichi à 20% et ne renoncerons jamais à notre droit», a déclaré Ali Shirzadian le représentant iranien. Le 1er octobre à Genève, l'Iran et les pays du groupe des Six étaient parvenus à un accord de principe: Téhéran livrerait une partie de son uranium enrichi à moins de 5% à un pays tiers pour obtenir en contrepartie de l'uranium enrichi à 19,75% pour son réacteur de recherche à Téhéran, totalement sous contrôle de l'AIEA, et cela à des fins médicales. Il s'agit, d'ici la fin 2009, «d'environ 1200» des 1.500 kg jusque-là faiblement enrichis par l'Iran Il s'agit de déterminer «les modalités et le moyen d'assurer que l'Iran aura le combustible requis pour son réacteur de recherche», selon M. El Baradei.

L'Iran a demandé jusqu'à la semaine prochaine pour donner sa réponse définitive «Nous sommes les maîtres de la technologie de l'enrichissement», a encore affirmé M.Soltanieh, ajoutant que les Iraniens «pourraient produire eux-mêmes le combustible pour ce réacteur nucléaire». «Mais, a-t-il relevé, nous avons décidé que nous recevrons le combustible de producteurs potentiels prêts à le fabriquer et sous les auspices de l'AIEA». La Russie serait responsable pour l'enrichissement de l'uranium à 19,75%, tel que le demande l'Iran, et qu'elle sous-traiterait ensuite à la France la mise au point des coeurs nucléaires pour le réacteur de recherche. Tout n'est pas aussi simple! Les Occidentaux croyaient avoir mis définitivement à genoux l'Iran dont ils ignorent tout de la civilisation. Leurs positions scandaleusement alignés sur Israël à qui on permet 200 bombes, des sous-marins gratuits, le mépris de l'Aiea non autorisé à visiter Dimona [Souvenons nous de l'humiliation du DG de l'Aiea en Israël], font que l'Iran se bat pour exister dans le nouveau partage du monde.

Pour le journal Le Monde, L'Iran ne semble guère disposé à évacuer vers l'étranger, avant la fin de l'année, la majeure partie de son stock d'uranium enrichi. (...) L'évacuation de l'uranium priverait l'Iran de la capacité de détourner son stock pour fabriquer la matière fissile utilisable dans la fabrication d'une bombe nucléaire. Téhéran refuse de livrer les 1 200 kg en bloc, et veut obtenir que le processus soit étalé dans le temps. C'est un détail crucial: en effet si la livraison a lieu par petits lots, l'Iran pourrait reconstituer son stock au fil des mois, car il n'a pas l'intention d'interrompre les activités d'enrichissement d'uranium menées dans l'usine de Natanz, au sud de Téhéran. Du point de vue occidental, si l'uranium devait sortir d'Iran par petites parcelles, les gains de l'opération seraient annulés, puisque les capacités nucléaires iraniennes ne diminueraient en rien. L'Iran produit environ 80 kg d'uranium faiblement enrichi par mois. (...) En visite à Beyrouth vendredi, le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a commenté: «Je ne peux pas dire que la situation concernant l'Iran soit très positive.»(2)

Dans cette atmosphère pour le moins ambivalente, on apprend que Meirav Zafary-Odiz, directrice du suivi pour le contrôle des armements nucléaires de la Commission pour l'énergie atomique d'Israël a rencontré à plusieurs reprises Ali Ashgar Soltanieh, représentant iranien à l'Aiea. pour discuter du nucléaire au Proche-Orient, a indiqué jeudi 24 à l'AFP la porte-parole de cette commission. a affirmé à l'AFP Yaël Doron. Ces rencontres se sont déroulées à huis clos et leur tenue n'aurait pas dû être révélée. Ces discussions entre officiels israélien et iranien sont sans précédent depuis la révolution islamique d'Iran en 1979. Selon le quotidien israélien Haaretz, les discussions entre les deux parties ont porté sur trois articulations essentielles: - déclarer le Moyen-Orient zone dénucléarisée; - éviter la prolifération nucléaire dans la région; - développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Les discussions se sont déroulées du 29 au 30 septembre en présence notamment de représentants d'autres pays membres de l'Aiea dans un grand hôtel du Caire sous les auspices de la Commission internationale pour la non-prolifération des armes nucléaires...

Toujours selon Haaretz, des délégués de Jordanie, d'Egypte, de Tunisie, du Maroc, d'Arabie Saoudite, ainsi que des Etats-Unis et de l'Union européenne ont assisté aux discussions. Haaretz cite un témoin des discussions selon lequel M.Soltanieh a, notamment demandé directement à Mme Zafary-Odiz si son pays disposait de l'arme nucléaire, et celle-ci a souri sans répondre à la question. Cette dernière a souligné qu'il fallait renforcer la sécurité

régionale et conclure des arrangements de paix avant qu'Israël puisse se sentir libre d'engager de telles discussions.

Selon des experts étrangers, l'Etat hébreu compterait jusqu'à 200 ogives nucléaires conçues notamment grâce au réacteur de Dimona. <http://fonzibrain.wordpress.com/> Dans cette partie de poker planétaire complexe, rien n'est blanc ou noir. Il nous faut remonter dans le temps pour nous apercevoir que dans les temps modernes, l'Iran était toujours dans le camp occidental. Ecoutons Alastair Crooke qui fait un développement historique de ces relations: «L'Iran fut, entre 1950 et 1979, un allié important des Etats-Unis et d'Israël, alliance qui, curieusement, a perduré quelques années après la révolution islamique. "Nos relations avec l'Iran étaient très étroites et bien ancrées dans le tissu social des deux peuples", notait un haut responsable des affaires étrangères israélien au lendemain du retour de l'ayatollah Khomeiny dans son pays en 1979. A l'époque, Téhéran apparaissait comme un interlocuteur naturel, aussi bien à Tel-Aviv qu'à Washington. Trente ans plus tard, les décideurs politiques occidentaux, Israéliens en tête, considèrent l'Iran comme une menace. Et si leur revirement reposait sur une mauvaise lecture de la révolution islamique? (...) Ben Gourion voulait convaincre Washington que son pays représentait un atout stratégique au Proche-Orient.»(3)

«Le numéro un israélien élaborait le concept d'"alliances périphériques". Celles-ci visaient à contrebalancer le poids des Etats arabes en se rapprochant de l'Iran, de la Turquie et de l'Ethiopie. Il entendait ainsi renforcer la capacité dissuasive de son pays, réduire son isolement et inciter la diplomatie américaine à le percevoir comme un "atout". Parallèlement à cette doctrine, Ben Gourion développa une autre idée: celle de l'"alliance des minorités". Pensant non seulement aux Turcs et aux Perses, mais aussi aux Juifs, aux Kurdes, aux Druzes, aux chrétiens maronites du Liban, etc., il prétendait que la majorité de la population proche-orientale n'était pas arabe. Il fallait donc encourager le désir d'autonomie nationale et créer des îlots d'alliés dans un océan de nationalisme arabe. Aussi surprenant que cela puisse paraître, ces affinités perdurèrent après la révolution iranienne, incitant même des responsables israéliens de droite(...) On pensait que le fondement idéologique de la révolution islamique était "creux" et que les "pragmatiques" la remettraient bientôt sur le droit chemin du progrès matériel - seule option envisageable pour les Occidentaux.

Tel-Aviv et Washington cherchaient donc fébrilement des "modérés" et des signes de pragmatisme à Téhéran...Ceux qu'envoyaient les dirigeants iraniens en matière de politique étrangère ne faisaient que renforcer l'idée selon laquelle ce "pragmatisme" se traduirait à terme par une alliance avec Israël.»(3)

En réalité, l'exigence d'une «modernité» matérialiste à l'occidentale était ce que refusaient le plus les dirigeants iraniens, soucieux de voir triompher une autre conception de la modernité par laquelle les musulmans définiraient leur avenir politique et social. (...) Dans les années 1990-1992, deux événements eurent un retentissement sur toute la région: l'effondrement de l'Union soviétique et la défaite de Saddam Hussein pendant la première guerre du Golfe (1990-1991).

Ainsi disparurent en même temps la menace russe sur l'Iran et la menace irakienne sur Israël. Téhéran et Tel-Aviv étaient désormais rivaux dans la région, à l'heure où les Etats-Unis s'affirmaient comme une superpuissance unique et incontestable. (...)

La perspective d'une hégémonie régionale iranienne ne pouvait constituer qu'une menace pour la suprématie militaire israélienne; elle ouvrait en outre la possibilité d'un rapprochement dangereux entre Téhéran et Washington. (...) Dès lors, Israël et ses alliés en Amérique ne cessèrent d'accuser Téhéran de chercher à développer l'arme nucléaire.(3)

«M.Shimon Pérès avertit la "communauté internationale" que l'Iran posséderait la bombe atomique en 1999. En 2009, les Iraniens sont encore, selon les services de renseignements américains, "à cinq ou sept années de la bombe"...(...) Les Etats-Unis développèrent une stratégie parallèle: susciter le réalignement pro-occidental de certains Etats arabes mobilisés contre les ennemis situés à la "périphérie" - des barbares s'attaquant aux valeurs, aux institutions et aux libertés de la civilisation occidentale, en premier lieu l'Iran. Cette stratégie connut une accélération avec la victoire de M.George W.Bush en novembre 2000. (...) La défaite iranienne permettrait de faire d'une pierre deux coups: elle affaiblirait le moral des Arabes et des musulmans en même temps que les forces de la résistance islamiste. Les Arabes deviendraient dociles, et tout le Proche-Orient basculerait, comme autant de dominos. (...)Ce schéma entraîna la polarisation en deux blocs.

En tentant de briser la résistance du monde musulman à leur vision libérale de l'avenir, les Etats-Unis et leurs alliés européens ont suscité des mobilisations de masse contre leurs projets. Ils ont aussi radicalisé l'hostilité envers l'Occident. Les antipathies imaginaires pourraient devenir bien réelles.»(3)

Il y a donc une grande partie d'échecs qui se joue et une recomposition du monde dans lequel l'Iran veut avoir sa place. Il ne faut pas oublier que la revendication de l'Iran de maîtriser la technologie nucléaire est une aspiration quel que soit le régime en place. Le Shah, qui a investi en France (il a encore 10% dans Eurodif) et en Allemagne, voulait installer plusieurs centrales. L'Occident a fermé brutalement les portes quand Khomeiny est venu au pouvoir.

Que dire de la situation actuelle? Il est fort possible que finalement l'Occident s'accommode d'un nucléaire iranien s'il ne porte pas préjudice à Israël. De ce fait, la rencontre Israël-Iran du Caire sous les regards des spectateurs arabes n'augure rien de bon.

Les deux puissances réelles du Moyen-Orient se partageront le Moyen-Orient avec la bénédiction des Américains. Nul doute que derrière tout ce tintamarre, la question de l'énergie est présente. Le nucléaire iranien à usage électrique ne couvrira qu'un faible pourcentage de la demande énergétique iranienne. Il est fort possible que l'Iran ait des vellétés d'avoir la bombe. La rencontre du Caire entre les Israéliens est autrement plus importante que la mascarade de Vienne. Souvenons -nous, pour la première fois, le 25 septembre 2009 le

Conseil s'est réuni et n'a même pas parlé de l'Iran, il a en revanche adopté une résolution qui n'arrange pas les affaires de Téhéran: «L'instauration d'un monde dénucléarisé», y compris Israël. Nul doute qu'une fois de plus les potentats arabes seront les spectateurs de leurs destins. Juste retour des choses, c'est l'empereur Cyrus II, le Grand Roi des Perses, qui conquiert la Babylonie en 539, laissant la diaspora retourner en Judée tout en demeurant sous la tutelle des Perses. Il permit la reconstruction du Temple dès 516 avant J-C.

1.RFI - Iran - Nucléaire http://www.rfi.fr/actufr/articles/074/article_41864.asp

2.Natalie Nougayrède. L'Iran cherche à modifier les termes de l'offre. Le Monde 24.10.09

3.Alstair Crooke. Quand Israël et l'Iran s'alliaient discrètement. Le Monde Diplomatique 02 2009

Pr Chems Eddine Chitour, Ecole nationale polytechnique, Ecole d'ingénieurs Toulouse

Pr Chems Eddine Chitour :

Lundi 26 octobre 2009

Source : L'Expression

<http://www.lexpressiondz.com/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Chems-Eddine_Chitour.261009.htm

3-6 Un palestinophile français : C'est lui (Pères) qui le dit.

NB : Ndlr :La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Je me répète, mais c'est précisément PARCE QUE c'est fondamental ET QUE LA DIDACTIQUE EST AUSSI AFFAIRE DE REPETITION C'EST LUI MEME QUI LE DIT

Il ne sert rien de se lamenter qu'une mauvaise herbe a encore poussé de un, voire deux centimètres plus ou moins ensanglanté(s) depuis la veille, de dénoncer la chose avec virulence, avec ou sans manifestation et proclamation d' « exigences », puis d'essayer de couper le(s) nouveau(x) centimètre(s). Ce qu'il était depuis longtemps et reste logique de faire, c'est toujours, à temps et à contretemps, s'attaquer à la racine, même si elle date de plus de 60 ans. Et la racine pour la pseudo "communauté internationale", c'est la recommandation 181 de l'ONU.

Or on peut trouver au coeur d'un interview de l'éditeur belge André Versaille ceci : "Immédiatement après la proclamation de l'Etat d'Israël sept armées arabes dont l'égyptienne, la syrienne, la transjordanienne et l'irakienne attaquent Israël". Et Pères répond ainsi : "Oui, bien que la création de l'Etat d'Israël fut légale, puisqu'une majorité de 33 Etats avait voté en faveur du plan de partage, les Etats-Unisetc. "

Si donc, d'après Pères soi-même (dont Versailles publiait un dialogue entre lui et Boutros -Ghalili), proche collaborateur du despotique fanatique Ben Gourion, et actuellement président de l'entité sioniste, la légalité, sinon la légitimité, de l'entité sioniste lui vient de la résolution 181, alors la cause palestinienne était gagnable depuis longtemps. Puisque la majorité des ouvrages non sionistes qui

parlent de la fin novembre 1947 à New-York soulignent que le nombre de voix nécessaires (au moins 31 dans le cas peu logique) n'eut pas été obtenu sans chantages, auxquels seule la Grèce ne se soumit pas, à la différence historique incontestable du Libéria, d'Haïti et des Philippines. Alors que bien plus d'un tiers des 56 états n'ont pas voté « pour », mais que la recommandation (que la Charte de l'Onu l'empêchait de voter), obtint seulement un peu plus de 2/3 des seuls suffrages considérés comme exprimés, soit 33 ; selon une règle de validation qui pouvait aboutir à des décisions

absurdes. Or, comme partiellement évoqué ci-dessous, il y avait au moins (selon moi) sept voix non libres : Libéria, d'Haïti et des Philippines, Biélorussie, Pologne, Tchécoslovaquie, Ukraine

Formellement valable, le résultat de ce vote est bien éthiquement invalide, d'autant plus que la Charte spécifiait spécifiquement (utopiquement ?) que les votes devaient être libres .

Et si on sait que les sionistes par des écrits antérieurs et postérieurs n'avaient aucune intention de respecter ce soi-disant partage, ni la clause de l'internalisation de Jérusalem chère aux pays votants « pour » chrétiens, ni évidemment l'Union économique, il est de plus incontestable que la situation sur le terrain le 10 mai 1949 n'avait plus rien à voir avec le contenu de la recommandation

181. Raison de plus pour dénoncer cette illégitimité.

Toutefois l'objectivité oblige à préciser que, malgré cela, de nombreux pays, dans un court texte ubuesque, eurent la lâcheté de voter le lendemain la résolution 273 qui valida l'admission de l'entité sioniste à l'ONU.

Tout en rappelant surréalistement la nécessité d'appliquer les résolutions 181 et 194. Ce qu'évidemment, comme pour toutes les résolutions dérangeantes suivantes, l'entité sioniste, sans honneur et sans respect de sa signature, ne respecta pas. Mais ce qui n'enlève rien à l'illégitimité de la dite : recommandation 181

Donner la priorité au soi-disant réalisme - « Israël existe ! » - par rapport à l'éthique, c'est forcément irréaliste à plus ou moins long terme.

Un palestinophile français

<http://site.voila.fr/amoralite-natale>

3-7 Francis Boyle : La dissuasion nucléaire est contraire au droit international.

Si l'usage d'armes de destruction massive est contraire au droit international, la menace d'y recourir l'est aussi, rappelle le professeur Francis Boyle. Ce qui implique que la doctrine de la dissuasion nucléaire est illicite ainsi que l'a formellement établi la Cour internationale de Justice de La Haye, en 1996.

Comme la preuve de l'illicéité de la dissuasion nucléaire a une importance capitale, je reproduis ici le texte complet du paragraphe 47 de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice [1] :

« En vue de diminuer ou d'éliminer les risques d'agression illicite, les États font parfois savoir qu'ils détiennent certaines armes destinées à être employées en légitime défense contre tout État qui violerait leur intégrité territoriale ou leur indépendance politique. La question de savoir si une intention affichée de recourir à la force, dans le cas où certains événements se produiraient, constitue ou non une « menace » au sens de l'article 2, paragraphe 4, de la [Charte [des Nations Unies]->article9287.html] est tributaire de divers facteurs. Si l'emploi de la force envisagé est lui-même illicite, se déclarer prêt à y recourir constitue une menace interdite en vertu de l'article 2, paragraphe 4. Aussi serait-il illicite pour un État de menacer un autre État de recourir à la force pour obtenir de lui un territoire ou pour l'obliger à suivre ou à ne pas suivre certaines orientations politiques ou économiques. Les notions de « menace » et d'« emploi » de la force au sens de l'article 2, paragraphe 4, de la Charte vont de pair en ce sens que si, dans un cas donné, l'emploi même de la force est illicite – pour quelque raison que ce soit – la menace d'y recourir le sera également. En bref, un État ne peut, de manière licite, se déclarer prêt à employer la force que si cet emploi est conforme aux dispositions de la Charte. Du reste, aucun État – qu'il ait défendu ou non la politique de dissuasion – n'a soutenu devant la Cour qu'il serait licite de menacer d'employer la force au cas où l'emploi de la force envisagé serait illicite. »

Il s'agit là d'un des passages les plus importants de l'avis. Il remet en cause toute la base de la licéité de la « dissuasion nucléaire ». En bref : comme toute destruction massive est contraire au droit et criminelle, toute menace de destruction massive est par là même également contraire au droit et criminelle. Donc la dissuasion nucléaire est de toute évidence illicite et criminelle.

Examinons la phrase-clé suivante : « Si l'emploi de la force envisagé est lui-même illicite, se déclarer prêt à y recourir constitue une menace interdite en vertu de l'article 2, paragraphe 4. » Comme l'anéantissement de villes et l'annihilation de millions d'humains est de toute évidence contraire au droit, il s'ensuit que si un État menace de le faire, il viole le droit. C'est précisément ce que font actuellement les États possédant l'arme nucléaire avec la dissuasion nucléaire, autrement dit l'équilibre de la terreur [Mutual Assured Destruction (MAD), destruction mutuelle assurée].

Le paragraphe 47 poursuit ainsi : « Les notions de « menace » et d'« emploi » de la force au sens de l'article 2, paragraphe 4, de la Charte vont de pair en ce sens que si, dans un cas donné, l'emploi même de la force est illicite – pour quelque raison que ce soit – la menace d'y recourir le sera également. » Encore une fois : comme l'annihilation massive de millions d'humains est de toute évidence contraire au droit, la menace de le faire l'est également. Ici, la Cour condamne à nouveau implicitement la dissuasion nucléaire.

Ensuite, on peut lire : « En bref, un État ne peut, de manière licite, se déclarer prêt à employer la force que si cet emploi est conforme aux dispositions de la Charte. » Or, à nouveau, la menace de destruction massive qui est au centre de la dissuasion nucléaire, apparaît comme incompatible avec la Charte. La Cour conclut avec la remarque : « Du reste, aucun État – qu'il ait défendu ou non la politique de dissuasion – n'a soutenu devant la Cour qu'il serait licite de menacer d'employer la force au cas où l'emploi de la force envisagé serait illicite. »

Encore une fois : un État n'a pas le droit de menacer d'employer la force si son emploi est contraire au droit et aucun des États n'a soutenu devant la Cour un point de vue opposé bien que l'occasion s'en soit présentée. La Cour a stipulé que les États possédant l'arme nucléaire, en fonction de leur propre argumentation, ne pourront pas à l'avenir contester légalement l'idée que la dissuasion nucléaire est contraire au droit. La dissuasion nucléaire est illicite et criminelle car elle repose sur la menace crédible de faire une chose – l'annihilation massive de civils – qui est considérée, au moins depuis la Charte de Nuremberg de 1945, comme contraire au droit et criminelle.

[Francis Boyle](#)

Professeur de droit international. Il rédigea aux États-Unis la loi anti-terrorisme de 1989 sur les armes biochimiques, transcrivant en droit national la Convention sur les armes biologiques de 1972. Titulaire de deux doctorats de l'université de Harvard, un de Droit (Magna cum laude) et un en Sciences politiques, il enseigne à l'université de l'Illinois, à Champaigne. Dernier ouvrage publié en français : *Guerre biologique et terrorisme*.

Source [Horizons et débats](#)

<http://www.voltairenet.org:80/article162598.html>

3-8 Israël plante ses Equipements Militaires High Tech Invasifs en Azerbaïdjan.

Israël continue ses activités subversives d'encerclement de l'Iran en Asie Centrale.

Israël continue son encerclement de l'Iran.

Après avoir développé avec le feu vert de Washington ses services paramilitaires et d'espionnage au Kurdistan irakien depuis la première Guerre du Golfe et les avoir renforcé depuis l'invasion en 2003 de l'Irak par l'armée US et leurs alliés, Israël cette fois en installe en Azerbaïdjan et au Turkmenistan suite à une tournée dans la région du ministre des affaires étrangères israélien, le fasciste Avigdor Lieberman.

En Azerbaïdjan, la plus importante entreprise électronique de défense israélienne, Elbit Systems, vient d'y ouvrir un bureau. Enregistrée sous le nom « Elbit System of Azerbadjian » Ltd, le 14 Septembre auprès du Ministère de

l'Impôt d'Azerbaïdjan, elle est dirigée par Edward Majorovich Chernin.

Les activités d'Elbit Systems se concentrent principalement sur la conception, le développement la fabrication et l'intégration de systèmes centralisés de réseaux (C4ISR) de commande, contrôle, communication, informatique, espionnage, surveillance, et reconnaissance incluant entre autres des véhicules sans pilote pour des applications pour la défense et la sécurité du territoire.

Ces principales activités concernent des systèmes intégrés aux avions et hélicoptères, des systèmes montés sur des casques, des systèmes intégrés à l'aviation commerciale, aux véhicules terrestres, aux véhicules aériens sans pilote, des systèmes de commande, contrôle communication et espionnage (C4I), des systèmes électro-optiques et de contre mesures, des systèmes intégrés à la sécurité du territoire, des systèmes de guerre électronique (EW) et de signaux d'espionnage(SIGINT) ainsi que d'autres activités commerciales diverses. Elbit Systems travaille sur des projets de véhicules aériens sans pilote avec le ministère de l'industrie de la défense d'Azerbaïdjan.

Source des informations : Rashad Suleymanov , Azeri Press Agency, Turkmenistan, reprises par

www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=15544

[Collaboration Azerbaïdjan régime sioniste](#)

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4638>

3-9 Un Ex du Mossad comme Ambassadeur au Turkmenistan.

Au Turkmenistan, Lieberman vient de nommer comme ambassadeur un ex-espion du Mossad, Reuven Dinal. C'est le premier ambassadeur israélien posté dans ce pays d'Asie Centrale, qui partage avec l'Iran des centaines de km de frontières. L'ambassade d'Israël se trouve dans la capitale, Ashgabat, située à 30 km de la frontière iranienne.

Dinal a été le chef du bureau du Mossad à Moscou mais s'est fait expulsé accusé d'espionnage en 1996. Ses relations dans la région avec Moscou risquent donc d'être tendues car la présence dans les ambassades et autres représentations diplomatiques du régime sioniste d'ex du Mossad dans certains pays est mal vue. Ces ambassades et représentations diplomatiques sont accusées, souvent à juste titre, d'être des nids d'espions sionistes.

Dans le cas d'Ashgabat, à l'évidence les activités de l'ambassade et de l'ambassadeur israélien seront entièrement consacrées à l'espionnage de l'Iran, et à mettre sur pied des opérations d'agitation au sein de certaines minorités locales frontalières pour déstabiliser l'Iran voire de fournir un appui logistique et financier comme c'est déjà le cas, à l'organisation d'attentats sur le territoire iranien par des groupuscules terroristes comme le groupe Jundallah - également connu sous la dénomination de Mouvement des Peuples résistants d'Iran - PRMI - qui a revendiqué l'attentat deux semaines avant l' élection présidentielle iranienne (28 mai 2009) contre la mosquée chiite Ali Ibn Abitaleb de Zahedan (Iran) qui a fait 25 morts et une centaine de blessés graves. Le Jundallah a signé un accord avec la secte des Moudjahidin du Peuple (Mujahedin-e Khalq) basée en France dirigée par les époux Radjavi et qui bénéficie de la protection de SarkoSioniste. Le MEK porté sur la liste noire des organisations terroristes aux US - mais utilisée par la CIA selon ses besoins- a été retiré de la liste des organisations terroristes de l'UE grâce aux efforts intenses déployés par le sioniste occupant le Quai d'Orsay, Bernard Kouchner.

[Collaboration Azerbaïdjan régime sioniste](#)

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4638>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19